

Manifestation pour la liberté/gratuité de l'avortement
le 23 octobre — 14 h — m° Montparnasse

T2137-458-6,00 F

ISSN 0026-9433

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 458

JEUDI 21 OCTOBRE 1982

6,00 F



face aux curés et aux politicien(ne)s
HOMMES ET FEMMES SOLIDAIRES

LISTE DES GROUPES F.A.

PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHÂTEAU
ALLIER : MOULIN — YZEURE
ARDÈCHE : AUBENAS
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSEILLE — BOUC-BEL-AIR
CALVADOS : CAEN
CHARENTES-MARITIMES : MARENNES — ROCHEFORT
CÔTE-D'OR : DIJON
DOUBS : BESANÇON
FINISTÈRE : BREST
GIRONDE : BORDEAUX — CADILLAC
HAUTE-GARONNE : TOULOUSE
HÉRAULT : BÉZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : SAINT-ÉTIENNE
LOT-ET-GARONNE : AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : CHERBOURG
MARNE : REIMS
MORBIHAN : PLUVIGNER
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE — VALENCIENNES
OISE : BEAUVAIS
ORNE : FLERS — LA FERTÉ-MACÉ
RHÔNE : LYON
SARTHE : LE MANS
SEINE-MARITIME : LE HAVRE — ROUEN
SOMME : AMIENS
VAR : GROUPE RÉGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE : LIMOGES
YONNE : AUXERRE
LA RÉUNION : LE PORT
BELGIQUE : ARLON

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 12 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

— FRESNES-ANTONY
 — ORSAY-BURES
 — BOULOGNE-BILLANCOURT
 — VILLEJUIF, VITRY
 — MELUN-SÉNART

BANLIEUE EST

— GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 — MONTREUIL, ROSNY
 — BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST

— HOUILLES-SARTROUVILLE
 — VERSAILLES

BANLIEUE NORD

— VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 — DOMONT
 — ARGENTEUIL, COLOMBES
 — SEVRAN, BONDY
 — DEUIL-MONTMAGNY
 — STAINS-PIERREFITTE

LIAISONS PROFESSIONNELLES

— LIAISON DES POSTIERS
 — LIAISON ONF
 — CERCLE INTER-BANQUES
 — LIAISON ORTF
 — LIAISON INSTITUTS DE SONDAGES

NORD : Noyon, Fourmies, Pont-Sainte-Maxence, Creil, Hénin, Beaumont, Saint-Quentin, Soisson.

EST : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Jura.

ILE-DE-FRANCE : Maule, Brunoy

OUEST : Bégard, Cuimper, Routot, Laval, Portiers, Saintes, Chatelleraut, Angoulême, Lorient, La Roche-sur-Yon.

CENTRE : Blois, Vierzon, Le Puy, Monistrol-sur-Loire, Saumur, Chartres, Bretenoux.

SUD, SUD-OUEST : Salon-de-Provence, Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Pays Basque, Sainte-Affrique, La Seyne-sur-Mer, Nice-Cannes.

RHÔNE-ALPES : Thonon-les-Bains, Chambéry, Grenoble, Bourg-de-Péage, Romans,

CORSE : Ajaccio.

GUADELOUPE : Gourbeyre.

PERMANENCES DES GROUPES F.A.

Groupe de Noyon : permanence le 1^{er} jeudi du mois, sous-sol de la mairie de Noyon, de 20 h 30 à 22 h 30 environ.

Groupe Michel Bakounine : permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.

Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.

Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 1, rue de Neustrie, 76660 Le Havre.

Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinol c/o BP 7, 80330 Longueau.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.

Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), métro boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois — 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux (tél. (23).80.17.09).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30. et samedi sur rendez-vous.

Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 16 h à 19 h.

Groupe d'Aubenas : de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe Louise Michel : permanence chaque mardi, à 20 h, au local du groupe, 10, rue Robert Planquette, 75018 Paris.

Groupe de Beauvais : permanence le 1^{er} mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vaute, 65000 Beauvais.

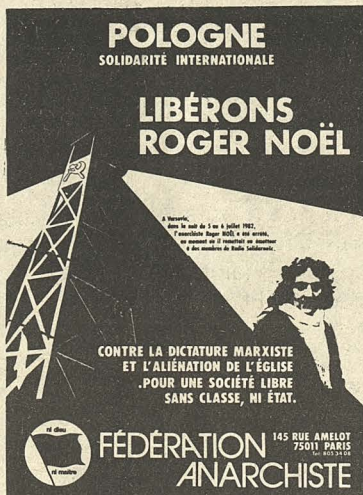
Pour toute prise de contact, n'hésitez pas

à écrire aux R.I., ou bien venez à la

PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES,

le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot,

Paris 11^e (m^o République), tél. : 805.34.08.



Affiche éditée par les Relations internationales. Prix : 5 F l'unité ; 0,90 F à partir de 10 exemplaires. Format : 56 x 96.

COMMUNIQUÉS

• Le groupe anarchiste de Reims invite ses sympathisants et personnes intéressées à reprendre contact avec lui par l'intermédiaire des R.I. ou d'un militant sur Reims.

• Le groupe libertaire de Moulins demande aux sympathisants du département de l'Allier de le rejoindre. Pour tout contact, écrire aux R.I.

Le groupe de Moulins, après avoir organisé en début d'année des conférences sur différents thèmes va présenter, dès cet automne, une exposition intitulée : « Le mouvement libertaire dans l'Allier au début du siècle ». Cette exposition comprendra, outre un montage audiovisuel, une cassette d'enregistrement et une brochure.

• Le groupe Bakounine ne tiendra plus ses permanences de 20 h à 21 h à la Maison des syndicats salle n° 2, 37, rue Pujos à Rochefort, mais de 20 h 30 à 21 h 30 à la Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

• Toute personne intéressée par la formation d'un groupe sur Brunoy et sa région peut contacter les R.I. qui transmettront.

• Bientôt une feuille d'expression libertaire dans le Nord-Pas-de-Calais. Les groupes de Lille et de Valenciennes demandent aux camarades susceptibles de les aider dans la rédaction et la diffusion de cette feuille de bien vouloir les contacter par l'intermédiaire des R.I.

• Dans la Somme, le mouvement anarchiste n'est actif que dans une grande ville : Amiens. De nombreux groupes ou liaisons doivent se créer dans tout le département, ou du moins dans chaque ville importante. Dans cet esprit, une liaison « Est de la Somme » vient de se créer dans le but de créer et de coordonner une activité libertaire autour des villes Péronne et Roisel. Anarchistes, libertaires et sympathisants de cette région, prenez contact avec la liaison par l'intermédiaire des Relations intérieures de la F.A. ou du groupe anarchiste d'Amiens (FA).

• Une liaison vient d'être créée dans les Yvelines et plus précisément à Mantes-la-Ville. Tous les sympathisants intéressés peuvent prendre contact par l'intermédiaire des R.I. Collages et ventes du ML régulièrement.

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication
 Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les Marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse



Affiche gala. Prix : 5 F l'unité ; 0,95 F à partir de 10 exemplaires. Format : 90 x 61.

LIBERONS LES ONDES



Affiche de Radio-Libertaire. Prix : 0,95 F l'unité à partir de 10 exemplaires. 5 F l'unité au-dessous de 10 exemplaires. Chèques à libeller à l'ordre de Publico.

L'Agitateur n° 7 est paru. Il est édité par le groupe anarchiste d'Aubenas (F.A.), le numéro : 3 F. On peut se le procurer à Publico ou à l'adresse suivante : CES, BP 1, 07530 Antraigues. Abonnement pour un an : 10 F, CCP 24 11 77 X Lyon.

Sommaire

PAGE 2 Activités des groupes F.A.

PAGE 3

En bref

Les voyous du PCI

Editorial

Le sabre et le goupillon

PAGE 4

A rebrousse-poil

A la fête de FO

P.L.M. ou le train-train des municipales

PAGE 5

Rentrée des classes : premier bilan

Education nationale

PAGE 6

La gauche et l'avortement

La réalité de l'IVG

L'Etat et l'avortement

PAGE 7

La femme est son propre devenir

Epouse, mère... et femme nouvelle

PAGE 8

Les prochaines élections en Espagne

Les Yémens

PAGE 9

Informations internationales

PAGE 10

Emma Goldman...

PAGE 11

Spectacles, cinéma...

PAGE 12

Les différents méthodes de contraception

Abonnez-vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration
25 n°	130 F	150 F	190 F	145 rue Amelot 75011 Paris
50 n°	250 F	280 F	350 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prenom

N Rue

Code postal Ville

à partir du N (inclus) Pays

☐ Abonnement ☐ Reabonnement ☐ Abonnement de soutien

☐ Cheque postal ☐ Cheque bancaire ☐ Mandat lettre

Reglement (à joindre au bulletin):

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

en bref...en bref...

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Suite à la manifestation du mardi 12 octobre 1982 à Paris en soutien au syndicat Solidarność, la Fédération anarchiste informe la presse et l'opinion publique des pratiques fascisantes de l'UNEF indépendante et démocratique. En effet, à la fin de la manifestation, le service d'ordre de cette organisation a attaqué le cortège de la Fédération anarchiste, frappant toutes les personnes se trouvant sur son passage. N'acceptant pas la différence des mots d'ordre entre la FA et elle, l'UNEF I et D a entrepris cette action dont le bilan se solde par plusieurs blessés, dont un membre de la CFDT qui a dû être évacué à l'hôpital par Police-Secours.

Cette organisation, proche du PCI, justifie cette charge sous prétexte que les anarchistes seraient des éléments non ouvriers et anti-socialistes. Couplet bien connu en Pologne.

Fédération anarchiste

• **Objection**, mensuel bien pensant et antimilitarisme votre, a changé d'adresse.

Pour toute correspondance, information ou autre, écrire à **Objection** : BP 117, 07101 Annonay Cedex.

• La commission administrative nationale de la Libre Pensée, réunie les 25 et 26 septembre 1982, nous communique sa prise de connaissance du protocole entre les ministres de l'Éducation et de la Défense dont l'objectif reste de former des citoyens « responsables ». Monsieur Hernu a demandé aux trois armées d'organiser un certain nombre de voyages dans les écoles et les comités.

De plus, la Libre Pensée dénonce qu'« enfin, ce protocole, sous couvert d'éducation et d'instruction civique, entend embrigader la jeunesse et, de ce fait, enlever la neutralité indispensable à l'enseignement public et laïc. La Libre Pensée ne saurait trop insister sur la nécessité impérieuse de promouvoir auprès de générations montantes un idéal de paix et de désarmement ».

• A Quimper, depuis le 29 septembre, on répare gratis ! En effet, des mécaniciens automobiles d'un garage de Quimper, en grève depuis une quinzaine de jours, travaillent avec leurs propres outils. Les clients « payent » en mettant dans la caisse du comité de grève ce qu'ils veulent ou peuvent. A l'origine de la grève, des revendications salariales non obtenues. Les deux frères, propriétaires du garage, se demandent s'ils ne sont pas de trop. Puisqu'on vous le dit !

• La pensée libertaire s'exprime tous les vendredis, de 20 h à 21 h, dans la région des Ullis, sur Radio-Village (97,2 MHz). Le 22 octobre : émission spéciale Gaston Couté. Des militants de la Fédération anarchiste participeront à l'émission.

• L'assemblée de Amis de Han Ryner aura lieu le samedi 13 novembre à 20 h 30, 12, rue des Fossés-Saint-Jacques à Paris-5^e.

De plus, le cahier de Han Ryner (145-146) va sortir. Il contient une conférence de Han Ryner sur Francisco Ferrer, des souvenirs littéraires d'Han Ryner.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La Fédération anarchiste appelle à se joindre à la manifestation du samedi 23 octobre à 14 h, à Paris, métro Montparnasse.

Si le thème de la manifestation porte sur le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale, la Fédération anarchiste — qui appuie cette revendication — tient à souligner que l'avortement n'est ni un but, ni un moyen, mais avant tout un échec dans la contraception et qu'il n'appartient à personne d'avoir un pouvoir de décision sur la sexualité de chaque être.

Fédération anarchiste

LES VOYOUS DU P.C.I.

MARDI 12 octobre 1982, à 18 h 30, toutes les centrales syndicales (sauf la CGT, dont pourtant un certain nombre de syndicats étaient présents, malgré la désapprobation de leur direction confédérale) appelaient à manifester à Paris, de Duroc aux Invalides, en solidarité avec le combat de Solidarność. Malgré un temps très médiocre, de nombreuses organisations étaient présentes et plus de vingt mille personnes ont défilé devant l'ambassade de Pologne. Manifestation seulement symbolique ? Pas uniquement : l'existence de telles manifestations dans le monde doit aider à maintenir le moral de ceux qui continuent de se battre à Gdansk, Varsovie et Wrocław.

La grande presse a relaté immédiatement cette manifestation, et n'a voulu y voir qu'unanimité, à l'exception de *Libération* qui indique : « Peu après vingt heures, l'explosion d'une grenade fumigène a provoqué une échauffourée entre militants de l'UNEF et de la Fédération anarchiste. Après une bousculade de quelques minutes, le calme est revenu et la manifestation s'est achevée aux cris de *Pour Solidarité, tous unis*. »

Ce compte rendu, un peu bref, est vrai et faux. Pour les lecteurs du ML, il est indispensable que la vérité sur cette affaire soit connue. Pendant toute la durée de la manifestation, un grand nombre de participants était scandalisé par la présence d'un certain nombre d'organisations marxistes, dont l'UNEF « indépendante et démocratique » qui n'est qu'un des paravents du PCI, le parti trotskyste dirigé depuis quarante ans par M. Pierre Lambert, qui se veut, comme d'autres, l'héritier de la pensée du maître, Léon Trotsky. Nous étions nombreux en effet à penser que les héritiers spirituels de Marx et de Trotsky, du fusilleur de Kronschtadt et de l'Ukraine, n'avaient rien à faire dans une manifestation consacrée au soutien d'un mouvement populaire, qui justement se bat contre un Etat marxiste.

Alors que la manifestation se terminait et qu'un grand nombre de manifestants (FA, mais aussi CFDT, PS, etc.) se trouvait sur le terre-plein des Invalides, face à l'ambassade de Pologne, le cortège de l'UNEF « I et D » fit halte et, par l'intermédiaire de sa sono, prétendit faire un discours. L'indignation fut à son

comble, et des centaines, des milliers de voix conspuèrent ces apprentis dictateurs. Les slogans : « Etat marxiste, Etat fasciste », « A l'Est, comme à l'Ouest, l'Etat opprime, emprisonne et assassine », etc., fusèrent de toutes parts. Ce scénario reproduisait celui du 31 août 1982 où, au même endroit, et pour les mêmes raisons, les militants de la LCR se voyaient rejetés de la manifestation par la majorité des participants.

Cette fois-ci, les événements allaient connaître un caractère de plus grande gravité. Les manifestants de l'UNEF étaient verts de rage de se voir ainsi ridiculisés. Et là, les choses sont allées très vite. Prenant prétexte du lancement d'un pot fumigène au milieu de leurs rangs (lancé par qui ? pourquoi ? on ne le saura sans doute jamais...), des membres du cortège de l'UNEF (simples manifestants, S.O. musclé ? là les versions divergent) se ruèrent comme des bêtes enragées sur le terre-plein des Invalides, déclenchant de violentes bagarres. Il s'agissait visiblement d'individus organisés militairement, entraînés pour le « cassage de gueule ». Cette agression physique a démontré auprès de centaines de personnes (peut-être des milliers) le caractère fasciste de partis se prétendant révolutionnaires. Bilan : un certain nombre de manifestants durement blessés, dont deux qui ont dû être hospitalisés. Autre bilan : des gars de l'UNEF déchirant leurs cartes et des adhérents de la LCR téléphonant à Radio-Libertaire pour se solidariser avec la FA et condamner les méthodes militaristes du PCI !

Le mot de la fin : alors que ces énérgumènes se dispersaient, leur sono annonçait : « Ne répondez pas aux provocations de ces éléments non ouvriers et contre-révolutionnaires ». Exactement le même langage que tient Jaruzelski en parlant de Solidarność...

Yves PEYRAUT

Post-scriptum : avant et après ces « incidents », des militants de Radio-Solidarność interviewèrent des militants de la FA. Au cours de ces entretiens, ils se montrèrent en complet accord avec nous sur les deux points principaux :

- l'indécence de la présence de certaines organisations ;
- l'indignation devant les agressions physiques des membres du PCI.

ÉDITORIAL

EN Pologne, la mise hors la loi de Solidarność a entraîné des grèves, des occupations d'usines, de mines. Bien sûr, la milice polonaise est intervenue pour mettre de l'ordre, cet ordre (celui de l'exploitation) qui veut maintenir à tout prix l'Etat, quel qu'il soit. Dans le monde, ceux qui ont encore la tripe internationaliste se sont levés pour crier leur indignation. D'autres ont profité de l'occasion pour célébrer leur foi en un Dieu pour qui, d'un bout à l'autre de la planète, des gens s'étripent, ou leur foi en un homme, le docteur Marx, dont l'enseignement a produit des Noske, des Staline... D'autres, à coup de publicité dans les journaux, en ont tiré parti pour défendre l'idée d'un syndicat non mixte et interclassiste, telle la Confédération syndicale des femmes. Mais qui peut encore se réclamer de l'internationalisme sans honte. Certes, pas le PC et la CGT, avec leurs slogans *Acheter et produire français, ce qui n'empêche pas La Vie ouvrière d'offrir comme prix pour les concours qu'elle organise, des Lada et des Alpha Roméo. Ce sont peut-être les socialistes, tel Chevènement, pour qui « tous les capitaux qui veulent s'installer en France pour faire travailler les Français sont les bienvenus », pas en regardant en effet les socialistes pour qui le fric permettra d'exploiter les travailleurs. Quant aux petits patrons, les étrangers, ils les aiment bien sages. Alors quand des travailleurs turcs occupent une usine, comme à Oyonnax, c'est à deux cents qu'ils se regroupent pour chasser et matraquer vingt grévistes.*

Ainsi, dans certains milieux, la notion de « nouvelles solidarités » fait son chemin.

Pour le groupuscule « Action directe », dont l'un des dirigeants marxistes s'est fait arrêter récemment, son internationalisme consiste au troc : « Vous nous passez vingt kalichnikov et nous vous faisons un petit attentat antisémite. »

N'ayant aucun Etat à défendre, aucun sauveur suprême à vénérer, il faut bien le constater, les anarchistes restent les seuls pour qui la solidarité n'a pas de frontière, pour qui les travailleurs n'ont pas de patrie.

Le sabre et le goupillon



DANS les milieux anarchistes et antimilitaristes du début du siècle, les liens entre l'Eglise et l'armée ont toujours été brocardés : les dessins de Jossot et des autres collaborateurs de *L'Assiette au beurre* en sont de parfaites illustrations. Aujourd'hui, parler du sabre et du goupillon, pour certaines personnes influencées sans doute par les « curés pataugas new look », cela ne se fait pas, il s'agit d'anticléricalisme primaire. Et pourtant, *TAM*, le magazine des jeunes dans l'armée, montre dans un de ses numéros l'harmonie régnant entre ces deux institutions dans un paragraphe intitulé « des relations très amicales » : « Le régiment ne se cantonne pas uniquement dans des activités purement militaires : il vit avec et dans sa région. Aussi à Saint-Auvent, petit village en plein cœur du pays limousin, il y a quarante ans, on venait de loin pour rendre hommage à Notre-Dame-de-la-Paix, aujourd'hui oubliée, enfouie sous les ronces et les orties. A l'appel de M. le chanoine Desfarges, pour remettre à jour le lieu de pèlerinage, quarante appelés du 15^e RCS ont répondu. Durant plus d'une semaine, ils ont débroussaillés, nettoyé, construit des escaliers pour que les pèlerins puissent à nouveau venir. « Un vrai miracle », annonce le père Desfarges, encore tout ému du service rendu par ces jeunes appelés. » On conviendra que si l'Eglise actuelle se contente de miracles de cette espèce, les conversions ne risquent guère d'être nombreuses.

Derrière l'aspect comique, ce style d'opération militaire, comme les manœuvres en terrain libre, rentre dans une nouvelle stratégie de l'armée : se faire accepter par la population, s'intégrer au paysage. Si effectivement ces pratiques, copiées sur les pays de l'Est, sont bien antérieures au 10 mai, elles sont accentuées par le présent gouvernement pour qui l'armée se doit d'être l'armée de la nation, protectrice de l'intérêt général des Français.

Mais les paroles de la chanson *La Révolte* écrite par Sébastien Faure restent pour nous toujours d'actualité : « Voleurs, défendez votre bien, ce n'est pas à nous de le faire ! »

Groupe Fresnes-Antony





à rebrousse-poil

Lumineux !

EDF1, la première centrale nucléaire française construite près de Chinon, sera, nous annonce la presse, « une étape originale dans le traditionnel circuit des châteaux de la Loire ».

En effet, cette machine de faible puissance a été arrêtée en 1973, après dix ans de fonctionnement, et, depuis, on ne sait qu'en faire. Pas question de la démonter car ce charmant petit monstre sera dangereux encore pendant vingt ou trente ans et que, de plus, son démantèlement sera coûteux. Alors, les grosses têtes de l'EDF ont pensé éclairer la lanterne du bon public sur le nucléaire en transformant l'installation en musée...

Les électriciens n'ont pas trouvé, nous dit-on, « de réponse satisfaisante à la question que posent les centrales nucléaires éteintes ». Que va-t-il se passer, dans quelques décennies, lorsque les centrales actuelles, beaucoup plus puissantes que la petite EDF1, s'arrêteront les unes après les autres ? Eh bien, c'est tout simple : la France se couvrira de musées. Comme quoi il n'y a rien de tel que le nucléaire pour augmenter notre... rayonnement culturel !

Mon curé chez les radins

Les catholiques français se font sonner les cloches par leur Eglise qui les accuse d'être de sacrés radins. En effet, chacun d'eux ne donne en moyenne que 12 F par an à son curé. Les derniers du culte sont les Marseillais avec 4,11 F ! Selon monseigneur Vilnet, les prêtres, les moines et les nonnes vivent avec des allocations inférieures au SMIC. Même quand on appartient aux ordres mendiants, on voudrait bien palper un peu plus de menue monnaie car le métier ne permet plus de gagner son pain bénit.

Toujours selon monseigneur, « la collecte du denier du culte ne suit plus le rythme de l'inflation ». Diable, voilà qui mérite bien une mise à l'index...

Ainsi, les dévots et les bigotes ne paient même pas, avec leurs offrandes, le pain azyme de leurs hosties. Le rouge de la honte devrait leur monter jusqu'à la calotte. Oublient-ils que l'avarice est un des sept péchés capitaux.

A propos, l'Eglise de France, au bord de la faillite, ne pourrait-elle pas demander conseil au sous-pape Marcinkus qui justement sait les pêcher, lui, les capitaux ?...

S.B.

A LA FÊTE DE FORCE OUVRIÈRE

D'année en année, FO reconduit sa fête de rentrée en lui donnant toujours plus d'éclat, l'objectif étant d'en faire le rassemblement syndical le plus important de France. Telle en a été la présentation que Jacques Mairé, secrétaire de l'Union régionale parisienne des syndicats FO, a fait sans manquer de fustiger au passage la CGT pour « ses permanents payés par les CE » et « les syndicalistes intérimaires à 600 F la semaine qui occupent à Aulnay ». Avant de passer la parole à un représentant de Solidarność, puis à un autre du syndicat chilien, venus apporter un message de sympathie et de solidarité envers les travailleurs polonais et chiliens qui luttent contre leur dictature, Jacques Mairé s'en est pris au gouvernement pour « les millions versés à l'enseignement privé alors que l'enseignement technique est délaissé ». Il a promis une manifestation des comités de chômeurs dans un proche avenir.

Le discours attendu était évidemment celui du secrétaire général de la CGT-FO qui a retenu l'attention pendant plus d'une heure de sept mille à neuf mille personnes massées sous le grand chapiteau. La presse y a trouvé un ton plus dur à l'égard du gouvernement. Pourtant, nous avons assisté à la réédition du meeting du 16 septembre 1982 à la Mutualité avec un vocabulaire un peu moins militant.

Après avoir décrit une situation difficile pour les travailleurs dans un contexte international de crise (« nous voici parvenus au crépuscule d'une période de l'histoire des hommes commencée à l'ère industrielle ! »), il les a conviés à se rassembler dans le syndicat « dont le rôle demeurera essentiel » et dont « l'objectif est — dit-il — le progrès social, mais la raison d'être, la

lutte pour préserver les grands principes de tolérance, de démocratie, de liberté et de paix ». Tout cela est fort beau, mais n'apporte pas de perspectives à la lutte de classes, dans une période où précisément le pouvoir d'achat régresse, où les riches continuent de s'enrichir et les pauvres de s'appauvrir, puisqu'il se dit lui-même soucieux de préserver les équilibres actuels. Comment défendre le pouvoir d'achat des travailleurs si ce n'est en attaquant les avantages des profiteurs, même dans les entreprises au bord de la faillite. Il y aurait sans doute moins de faillites s'il n'y avait autant de profiteurs, et une partie de ceux-ci sont à débusquer dans la hiérarchie dont Bergeron, comme la plupart des syndicalistes, se fait le défenseur, justifiant du même coup le système de classes qui nous opprime. Cependant, malgré son respect pour l'ordre établi, il n'écarter pas l'éventualité de la grève pour revendiquer tout de suite des augmentations de salaires à valoir sur ce qui résulterait des accords faisant suite aux contrats de modération que le gouvernement veut négocier avec les industriels, branche par branche, c'est dire si cela va durer. FO se déclare hostile aux hausses prédéterminées s'inscrivant dans le cadre des prévisions gouvernementales en matière d'inflation et s'oppose à la destruction des formules d'indexation des salaires sur les prix. Abordant les problèmes qui sont chers à FO, telles la politique conventionnelle et la liberté de négociation, Bergeron rappelle la grève générale de 24 h qui devait amener la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives, puis critique ceux qui croient que la négociation des contrats dits de responsabilité, de productivité, de compétitivité nourrira la vie conventionnelle. Tout comme à la Mutualité où il reprochait au

ministre du Droit des travailleurs, Jean Auroux, les propos que celui-ci tenait dans le journal *Le Monde* (« Si les syndicats n'étaient pas des sortes d'écrans déformables des réalités économiques actuelles, les salariés admettraient mieux les contraintes imposées par la crise mondiale »), le secrétaire de la CGT-FO lui a fait savoir, cette fois, que les « syndicats n'ont que faire des donneurs de leçons », répondant ainsi aux propos tenus par le ministre au colloque du droit social où il a dit en substance que les syndicats doivent changer de discours, que le faible taux de syndicalisation ne s'explique pas seulement par la répression antisyndicale, mais par « l'absence de hauteur de vues, la logomachie et le refus de participer à la politique nationale ». Les points forts du discours ont été la politique de l'emploi, le blocage des prix, le financement de l'indemnisation du chômage, la Sécurité sociale dont nous avons parlé et dont nous reparlerons dans *Le Monde libertaire*, tant les sujets sont importants.

Bergeron, en européaniste convaincu, a rappelé — au moment où Mitterrand parle d'espace social européen — les propositions de FO concernant des conventions collectives européennes, qu'elle avait faite, suite à la signature du traité de Rome.

En conclusion, revenant sur les problèmes de l'interdépendance des économies, de l'endettement du Tiers-Monde et des pays communistes, il s'explique le changement d'orientation de la politique gouvernementale et admet que cela rend difficile l'action syndicale, mais aussi plus nécessaire que jamais, en toute indépendance à l'égard des partis et de l'Etat.

T. LOUSIN

P.L.M. ou le train-train des municipales

CHIRAC, Barre, Giscard enfourchent avec allégresse le PLM (Paris, Lyon, Marseille) et vont s'attaquer féroce ment au vieux Gaston Defferre qui a pondu une loi sur la décentralisation valant son poids de bêtises. Ce bon vieux truand, qui est encore à la tête de la municipalité marseillaise, s'est efforcé d'établir un découpage des trois plus grandes villes de l'Hexagone, afin de permettre aux prochains candidats de la majorité de l'emporter avec facilité lors des municipales de mars 1983. Le charcutage était osé, mais Gastounet n'a peur de rien, et la gestion de Marseille est là pour le prouver : l'affaire des fausses factures, l'histoire des grâces médicales offertes aux gros bras de la Canebière, l'assassinat du juge Michel, et bien d'autres exemples, démontrent que Defferre est un véritable caïd.

Tonton Mitterrand a donc précisé à son vieil ami qu'il fallait cogner dur dans les gencives de Chirac et consorts : dame, le président de la République française se doit de régler son compte au leader de l'opposition parlementaire.

La campagne électorale est donc lancée, et à grande vi-

tesse ! Jacques Chirac, qui protège son os avec férocité, use de toutes les ficelles pour démontrer la bêtise de cette loi de décentralisation. Il distribue des centaines de milliers de tracts où ses larmes de crocodiles s'étalent avec aisance ; il colle des dizaines de milliers d'affiches qui montrent sa volonté inébranlable ; et il tient des conférences de presse où son ton de grand tribun fait frémir les journalistes.

Cet ex-Premier ministre de Giscard sonne le tocsin et en appelle à la nation souveraine ! Nous ne pouvons pas être étonnés de la réplique de cet énarque musclé ; il est à la tête de la capitale, ce qui lui permet d'exprimer aisément sa puissance et il tient à demeurer sur ce siège en écartant à coup de pieds meurtriers les éventuels gêneurs.

Lors de la dernière campagne des municipales, la bagarre avait été également difficile entre ce monstre à lunettes et le comte d'Ornano, alors parachuté par Giscard pour faire chuter ce député de la Corrèze. Des ballons, des bals et autres feux d'artifices avaient permis à Chirac de l'emporter. « Du pain et des jeux », en somme !

Aujourd'hui, le maire de Paris possède un argument de choc

puisque le conseil d'Etat a grimaqué devant les envies pressantes de Gastounet. Ce cercle de vieux parlementaires s'oppose au charcutage pratiqué par le chirurgien de service et a laissé échapper sa pensée afin que le leader du RPR puisse s'en servir...

Pourtant, les socialistes parisiens ne paraissent pas anxieux et ils s'apprennent à divulguer quelques informations qui pourraient bien faire toussoter le gaulliste de service : il est en effet intéressant de connaître la manière dont les logements sociaux sont attribués, ou encore de savoir précisément où en est la gestion de la tour Eiffel et surtout celle du chauffage urbain. Quelle belle fête des maires en perspective !

Les quotidiens, qui sont parait-il bien informés, nous lancent à la figure le mot « tripatouillage » qui serait le vice du pouvoir en place. Nous savons bien que le parti qui déambule dans les couloirs de l'Elysée essaye d'en ramasser le plus et de placer ses pions dans le temps d'un septennat.

Giscard a favorisé son clan et Chirac aide ses proches. Rien de nouveau, en fait, que cette permanence du truquage du pou-

voir, de quelque couleur qu'il soit ! Mais, si le bon peuple doit trainer ses galoches au printemps, les militants des partis parlementaires ruent déjà dans les brancards : l'UDF, commandée par Roger Chinaud, aimerait se réserver quelques bonnes places, notamment dans le 18^e arrondissement de Paris ; de son côté, Jacques Chirac tient à placer son poulain Alain Juppé. Mais, rassurez-vous, cela n'est que du du tripatouillage comme ne l'est pas non plus la bataille entre Georges Sarre et Paul Quillès, c'est-à-dire entre le CERES et le courant mitterrandiste !

Paris ne s'est pas fait en un jour et il nous faudra beaucoup de courage pour balayer ces assoiffés des urnes. Aujourd'hui, Chirac joue l'offensé, le martyr face à l'ogre socialiste, mais le projet de Defferre plaît quand même à l'opposition, puisque l'augmentation du nombre des conseillers et des moyens financiers va de toute manière renforcer le puissant appareil dirigé aujourd'hui par Jacques Chirac.

Il est maintenant évident que la loi adoptée par le Conseil des ministres est une loi de supercentralisation qui renforcera l'homme en place en mars prochain.

Les politicards nous vantent la démocratie et le contrôle du citoyen sur ses problèmes. Foutaise, puisque les actuelles structures autoritaires bâillonneront encore plus le pauvre bougre qu'aura voté pour un candidat. Et alors, me direz-vous ? Et je vous répondrai que la gestion d'une commune doit être faite par l'ensemble des intéressés et ce de façon non autoritaire avec des mandats précis, des révocations rapides au cas où un las-car aurait la mauvaise idée de commander. Les anarchistes ont été largement présents dans les multiples tentatives de communes libres et celles instaurées à Paris en 1870 demeurent l'exemple le plus évident d'une gestion horizontale avec une prise en considération des problèmes de chacun. Les anarchistes seront présents, au printemps prochain, pour dénoncer avec force le jeu des élections qui ne peuvent que mener l'individu vers une nouvelle aliénation. Nous serons là pour riposter au vaste cirque des politiciens et nous avancerons avec sérénité l'idée solide d'une commune libertaire.

Roger
(groupe de Versailles)

Rentrée des classes

PREMIER
BILAN

MARDI 7 septembre, un mois déjà, la plus grosse entreprise de France, l'Education nationale, démarrait une nouvelle année. Comme pour bien des enfants, ce moment est plein d'angoisses pour l'enseignant, et le temps, je crois, ne fait rien à l'affaire. Une nouvelle classe, c'est toujours l'inconnu : cela peut devenir un lieu de vie assez harmonieux ou un vrai calvaire qui poussera certains d'entre nous au suicide. Et comme les conflits auxquels l'enseignant devra faire face à l'intérieur de l'école deviennent de plus en plus aigus, l'ambiance reste à la morosité.

Quant à moi, j'ai eu de la chance : je ne suis pas en CES où crouissent des enfants écartés depuis trop longtemps et où sont envoyés des normaliens sortants n'ayant reçu aucune formation particulière pour ce genre de classes..., les plus difficiles ! J'ai un CE 2, vingt-six élèves sympas, plutôt calmes : c'est que je suis dans une école de centre ville et, ségrégation sociale oblige, une école de centre ville c'est souvent cent fois plus facile qu'une école de quartier HLM périphérique... C'est pourtant là que les effectifs sont les plus lourds !

Et puis, merveille des merveilles, nous avons à notre disposition un photocopieur capable de nous sortir autant de copies désirées de n'importe quel document, sur n'importe quel papier ! Et cette petite chose, ça vous change la vie : pensez, nous ne sommes plus obligés de nous limiter aux lectures d'un bouquin vieillot et inintéressant ; non, maintenant les enfants peuvent lire des articles de presse, des textes choisis ; nous pouvons introduire dans la classe l'image, la bande dessinée ; un journal scolaire est envisagé, avec l'argent, les gamins se monteront une bibliothèque scolaire... Bref, les possibilités sont immenses !

J'entends déjà certains esprits chagrins préférant voir leurs impôts engloutis dans la fabrication d'armes plutôt que consacrés à l'éducation de nos enfants : « Mais comment faisaient-ils avant, sans photocopieurs ? » C'est vrai, d'autres techniques existent : l'imprimerie scolaire, le limographe..., mais des techniques réclamant bien trop de temps ; six heures de classe, les préparations, et l'on arrive très largement aux huit heures. En dehors, nous avons notre vie aussi, familiale, activités syndicales, etc. La nécessité aussi de s'ouvrir au monde qui nous entoure, nous informer sous peine d'être vite distancés, car les enfants, eux, changent vite et puis, dans sa classe, l'enseignant est tout à fait isolé : pratiquement aucune possibilité de rencontrer des collègues, de recevoir...

Souvent, la seule visite sera l'inspecteur et sa note-matras cachée derrière le dos. Alors, cette ouverture sur la vie, il faut bien la chercher au dehors et donc y consacrer encore du temps.

Voilà pourquoi les enseignants tombent vite dans la lassitude, le découragement et donc la routine, mais ne se consacrent qu'à sa classe, ce n'est pas possible très longtemps.

Alors, ce photocopieur, c'est une sacrée chance pour moi quand bien des classes restent démunies d'appareils aussi élémentaires qu'un électrophone.

En effet, comme pour le reste, la première vraie rentrée socialiste n'a pas tenue ses promesses. Un collègue, pourtant sympathisant PS, en a gros sur la patate. Pendant toute sa carrière — il est à quelques années de la retraite — il a eu jusqu'à soixante-deux élèves dans sa classe, jamais moins de trente-trois. Cette année, pour la première fois, la moyenne par classe est de vingt-quatre élèves : résultat, l'administration menace de fermer une classe ! Dur à avaler pour lui !

Dans le département de l'Oise, nombre de parents et d'enseignants ont dû batailler ferme pour obtenir un nouveau poste promis mais non pourvu, pour s'opposer à des fermetures. Bref, la réalité reste la même !

Et pourtant, est-ce trop demander ? Même s'il vaut plus de trois briques, mon photocopieur, que représente cette somme par rapport au budget démentiel consacré à préparer la mort, je veux dire de la Défense nationale ? Que représente cette somme par rapport à tous les cadeaux dernièrement consentis aux patrons ?

Bien sûr, gardons les pieds sur terre ; le problème de l'école n'est pas seulement un problème de moyens : nous ne pourrions résoudre l'échec scolaire qu'après avoir résolu l'échec social ! Si l'école était celle de la réussite pour tous, qui donc irait travailler à la chaîne ? Non, l'école est justement là pour reproduire les inégalités sociales, et tel sera toujours son rôle dans une société capitaliste ! L'école au service de l'enfant, au service des travailleurs, ne sera possible que dans une société égalitaire.

Mais en attendant, la scolarité est obligatoire ; bien des choses sont donc à faire et notre rôle d'enseignants, de parents, est de refuser que soient toujours plus défavorisés les enfants de travailleurs. Bref, construire une école un peu plus juste ! D'où ils sortiront mieux armés pour vivre et lutter.

Mais pour cela, il nous faut des moyens ! Et ces moyens nous ne les obtiendrons que par la lutte : pour que le budget de l'Education nationale devienne, et de loin, le premier budget du pays ; pour que les subventions colossales données à l'enseignement privé (l'école des patrons et des curés) soient intégralement versées à l'école laïque pour tous.

Et puis, un jour, dans la société libertaire que nous aurons construite sur les restes du capitalisme, l'éducation au service de la liberté se mettra en place pour de bon.

Jean-Michel
(liaison FA de Noyon)

ÉDUCATION NATIONALE : UNE RENTRÉE

QUARANTE MILLE nouveaux élèves dans le premier cycle, quinze mille dans le second, les listes d'attente en maternelle qui s'allongent et, de jour en jour, des bavures faisant la une des journaux. Partout, des postes manquent, des classes sont surchargées, des enseignements sont écartés (essentiellement musique, éducation artistique et éducation physique). Le silence ministériel

et syndical entoure cette rentrée 82.

Les médias mettent le doigt sur le manque de professeurs dans le Nord, à la veille de la session parlementaire d'automne qui doit voter une proposition de loi concernant la titularisation des non-titulaires de la fonction publique. Avant-projet soumis au conseil supérieur de la fonction publique le 20 juillet dernier et voté par la FEN et la CGT. Par la bande, le ministère

s'apprête donc à imposer un mouvement national et non plus académique aux non-titulaires, et par surcroît leur imposerait les postes. Cette reconnaissance de la mobilité tend à généraliser la mise en place de « titulaires-remplaçants ». A travers ce projet de loi, le gouvernement veut s'appuyer sur un volant de personnels contractuels saisonniers ou à contrat limité. De plus, la titularisation se fera avec des limitations de report d'ancienneté d'où de nouvelles économies assurées sur le dos des non-titulaires. Ce projet reconnaît néanmoins la représentation d'élus non titulaires dans les commissions administratives paritaires amenées à statuer sur la titularisation.

Pour faire face au besoin d'effectifs, le ministère a pioché dans les écoles normales. Un nouveau volant d'enseignants sans préparation ni formation. Pour résorber l'auxiliaire, des instituteurs suppléants ont été intégrés aux écoles normales pour réintégrer immédiatement le terrain. D'autres ont été embauchés directement au niveau du DEUG — ce qui faisait à l'Etat une économie de deux ans de formation. Des trois ans de formation — grand cocorico syndical lié à la revalorisation de la fonction d'instituteur —, il ne reste que six semaines au cours de cette année scolaire. On comprend le mécontentement grandissant d'instituteurs ne profitant nullement d'une formation qu'ils sont en droit de recevoir ni des avantages salariaux et administratifs d'instituteurs à part entière.

Côté budget, tout n'est pas rose, et certains secteurs vivent à la grisaille. Quelques chiffres sur le projet du budget 83 : les créations de postes seraient deux fois moins importantes qu'en 1982 ; le budget n'augmenterait

que de 5,8%, tandis que la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires s'accroît de mois en mois.

La position de la FEN demeure ambiguë. Elle participe par son silence à l'acceptation d'un budget d'austérité. Elle recule sur l'ensemble des dossiers qu'elle avançait sous Giscard et reprend même à son compte des propositions faites en son temps par Haby ou émanant d'autres ministères — notamment en ce qui concerne le financement de la Sécurité sociale ou la titularisation des auxiliaires.

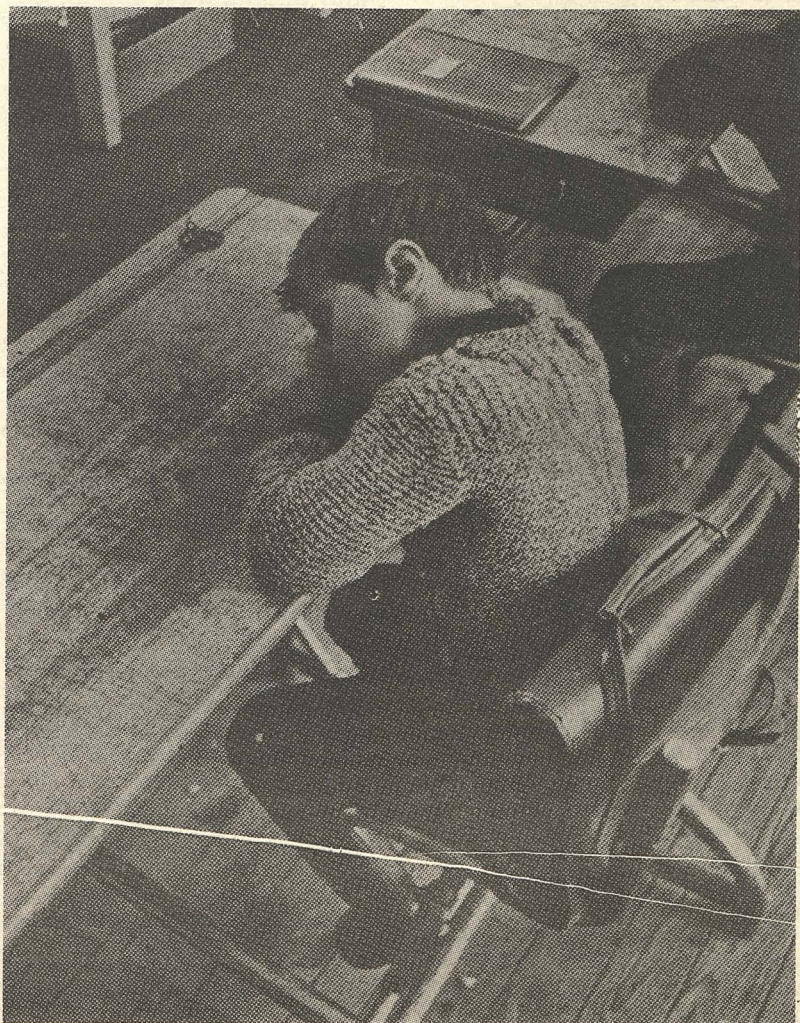
Le ministre a consulté, le 6 octobre, l'ensemble des enseignants des lycées et LEP et ce jusqu'au 13 décembre, sur les fonctions du lycée et le type de formation, le temps et le rythme scolaires, etc. La méthode peut étonner car elle est inhabituelle dans l'Education nationale. Le 13 décembre, le bilan des travaux des commissions sera présenté aux élèves et aux parents qui sont invités à en débattre. Après le 13 décembre, l'administration aura l'occasion de refermer la parenthèse et aura beau jeu d'avoir avancé la carte démocratique et de transparence. Cette consultation est simplement pédagogique et ne s'attache nullement aux moyens matériels d'un meilleur fonctionnement du lycée. Toute amorce de changement dans les lycées demande des moyens matériels et met en cause la structure hiérarchique de l'établissement : nous verrons bien si les enseignants se contenteront de vœux pieux ou si nous assisterons à un happening final en décembre.

Le conseil d'école qui, souvenons-nous en, a été boycotté en son temps par le SNI-PEGC, voit son rôle s'accroître — ce qui a fait grincer les dents à Guy Georges qui n'a pas été consulté. Sur proposition du directeur, le

conseil d'école vote le règlement intérieur et est consulté sur la gestion, le nombre et la composition des classes, le choix des manuels, etc. C'est une nouvelle attribution à un organisme non représentatif des parents et qui, par sa structure même, empêche réellement ces derniers de devenir acteurs dans le système éducatif. Le SNI-PEGC, lors de son conseil national de juin, parlait de renforcer le rôle des conseils d'école. Une fois de plus, le SNI a choisi de laisser faire. Le ministre tente d'imposer de nouvelles modalités de recrutement des directeurs d'école : les directeurs d'école seront proposés au mouvement des personnels directement par les inspecteurs sur la base de la note et d'un projet pédagogique préalable. Un tel système aboutit à renforcer la hiérarchie et reprend à la lettre la loi Haby dont personne ne réclame l'abrogation.

Après une année d'attentisme électoral, le gouvernement aura du mal à faire avaler, tant sur le plan financier que sur celui des conditions de travail, une austérité de fait sans, par ailleurs, régler des dossiers avancés depuis longtemps par les enseignants en matière de laïcité, d'effectifs, de hiérarchie et de pédagogie. L'attitude de la direction de la FEN, se faisant simplement l'écho des projets ministériels avec toute la pesanteur de l'appareil syndical, enterre et cloisonne le mécontentement. Le vote du budget 1983 peut faire apparaître une opposition des travailleurs de l'Education nationale. A cette occasion, le consensus social peut voler en éclats ; il nous revient d'en devenir les acteurs et de dénoncer ainsi une austérité de gauche qui n'a rien à envier à celle orchestrée auparavant par la droite.

Thyde ROSELL



La gauche et l'avortement

DEPUIS toujours, les femmes luttent pour imposer le droit à disposer de leur corps et d'elles-mêmes ; ce combat a été particulièrement marqué par les grandes mobilisations de 1979 qui ont vu l'ensemble des organisations de gauche (syndicats, partis, groupes femmes, etc.) au coude à coude. Sans ces luttes, il n'y aurait jamais eu de loi Veil, de loi Pelletier, pas de reconnaissance formelle du droit à l'IVG.

Aujourd'hui, la gauche apparaît divisée sur un problème qui, avant le 10 mai, n'était pas politique, mais qui était un combat pour une justice sociale non restrictive. Le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale était au programme gouvernemental. Le candidat Mitterrand avait également pris position contre le travail à temps partiel, l'inégalité des salaires, etc. Les voix conjuguées de l'Eglise et du gouvernement nous montrent une autre réalité : les femmes demeurent des épouses et se doivent de s'occuper de leur foyer ; le travail à temps partiel se développe et masque un chômage féminin croissant. Le débat parlementaire sur l'IVG (bien qu'une proposition de loi ait été déposée dès le 20 septembre par Gisèle Halimi) est reporté... après les municipales.

Malgré leur opposition aux propositions gouvernementales, la CGT et la FEN ne participeront pas à la manifestation du 23 octobre et n'ont pas pris une position claire et définir sur ce sujet.

« Il est des choix difficiles, voire déchirants », déclare Yvette Roudy. Il est certain qu'aujourd'hui la gauche a choisi son camp : celui de la réaction. Il ne s'agit nullement d'un problème financier. Le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale pose un problème d'éthique : répondre en partie au problème de l'avortement et de la contraception ou ne pas apeurer la France profonde à la veille des élections municipales.

Après les trente-cinq heures, les nouveaux droits des travailleurs, les nationalisations, la gauche baisse les bras et applique, de fait, une politique qu'un gouvernement de droite ne désavouerait pas.

Nous n'avons pas à accepter une politique sociale qui met en jeu notre propre avenir. La libération de l'IVG constitue l'une des dimensions vitales du combat féministe. Elle représente un premier pas vers une prise en charge totale par la société de la contraception libre et partagée par tous et toutes. Elle doit aboutir à la gratuité de n'importe quelle méthode contraceptive développée en dehors de toute mainmise économique (les trusts pharmaceutiques inondent le marché de produits et en bloquent d'autres) et moralisatrice (cela passe par des centres de planning dans les écoles, les mairies, les MJC, etc.). Ce n'est pas la voix choisie par le gouvernement socialiste. Il revient donc aux travailleuses et aux travailleurs de l'imposer comme ils l'ont fait en 1979. Notre corps nous appartient. Nous ne l'abandonnerons pas à de vagues préoccupations politiciennes.

Commission Femmes



LA RÉALITÉ DE L'I.V.G.

LE droit à l'avortement n'existe pas pour toutes les femmes. Citons un rapport officiel fait au ministre des Droits de la femme en janvier 82 : « Il y a insuffisance criante des structures d'accueil pour l'IVG et des disparités suivant les régions et les départements. »

Les aspects restrictifs de la loi Veil-Pelletier se concrétisent par :

- l'invocation de la clause de conscience par un médecin pour fermer ou refuser d'ouvrir un centre IVG dans son service ;
- le manque de création de postes et de locaux (il y a huit départements en France où il n'existe aucun centre de planification) ;
- les services existants sont débordés et doivent refuser des demandes.

Les obstacles médicaux, administratifs et financiers (les avortements peuvent atteindre 2 000 F en clinique privée) sont tels que ce sont les adolescentes et les femmes des « catégories sociales défavorisées » qui se trouvent dans des situations de détresse.

Rappelons les insuffisances de la loi Veil :

- les étrangères doivent avoir un délai de résidence ;
- les femmes doivent subir un entretien social et obtenir le certificat qui en découle pour subir une IVG ;
- un délai obligatoire de réflexion de huit jours ;
- le délai légal de dix semaines ne correspond nullement à la limite de viabilité du fœtus ;

- une autorisation parentale pour les mineures en matière d'avortement et des actes qui en découlent.

Le nombre d'IVG des mineures représente 7% des IVG « légales », mais de 18% pour les IVG tardives. Un quart des centres appliquent la loi à la lettre puisqu'ils demandent la présence des parents au cours des entretiens.

Comme l'a si bien dit Bérégovoy, le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale n'est pas un problème financier. Il découle directement de la loi de 1920 qui assimile l'avortement à un crime. Cette loi existe toujours et n'a pas été abrogée.

Deux médecins nantais ont été inculpés pour avortement illicite. Yvette Roudy a elle-même reconnu que ces médecins répondaient « aux demandes légitimes des femmes à dépasser le cadre de la loi ».

Nous devons aujourd'hui nous battre pour la dépénalisation et imposer l'abrogation de la loi de 1920 et de l'article 317. Rappelons brièvement que cette loi a été votée pour combattre la propagande massive des néomalthusiens, que depuis plus de dix ans les femmes et les travailleurs luttent pour un droit essentiel. Les agissements gouvernementaux apparaissent comme des reculs : la loi Veil n'est même pas appliquée. Le remboursement à 100% (sans avance) et la gratuité sont les facteurs *sine qua non* d'une libération de l'IVG.

Commission Femmes

L'ÉTAT ET L'AVORTEMENT

« LA bourgeoisie a ses raisons pour nous engager à procréer beaucoup d'enfants. Ses raisons ! camarades : il lui faut des soldats, des politiciens et des mouchards, des gendarmes et des gardes-chiourmes ; il lui faut tout cela pour maintenir dans l'asservissement les travailleurs qui se disputent un os autour duquel il y a peu de viande. »

(Sébastien Faure)

Les Etats ont des politiques démographiques. On peut même dire que cela leur est strictement indispensable. Le nombre des naissances est, en France, de 75 000 par an. L'augmentation ou la diminution de ce chiffre se traduirait automatiquement en un certain nombre de coûts économiques. Un premier coût, somme toute assez négligeable en valeur relative, sera enregistré par la Sécurité sociale : le coût des accouchements. Puis s'ajoutent divers coûts sociaux : crèches, et surtout écoles. On a ainsi pu évaluer qu'entre 1974 et 1978, en France, une diminution de 400 000 naissances (100 000 par an) s'est traduite, compte tenu de ce fait environ 40 000 femmes n'ont pas cessé ou interrompu leur activité, par une économie de deux milliards de francs. Mais il y a une compensation... Il est visible que si le nombre des naissances augmente, c'est par la même occasion le nombre des consommateurs qui s'accroît, d'où la nécessité de produire plus... Certains, dont le raisonnement est pour le moins rapide (à moins qu'il ne soit malhonnête), voient là un argument pour affirmer que l'augmentation du nombre des naissances provoquera une

diminution du chômage. Ben voyons !

Un autre argument des « natalistes » consiste à dire que si le nombre des naissances va en diminuant, tandis que les « non-actifs » sont de plus en plus nombreux ; or, ils sont « à la charge » des premiers. Il y a donc là une crise en perspective. Quant à nous, anarchistes, nous convenons que cela est inévitable..., dans le système actuel.

Il est sûr que la plupart des options natalistes ou antinatalistes se défendent finalement en fonction des croyances quant aux solutions à apporter pour résoudre la crise économique au sein de l'Etat. Cependant, ceux qui se veulent les théoriciens de politique démographique ne se basent pas tous sur des arguments économiques, du moins pas à court ou à moyen terme. Citons un Machiavel de service (1) : « L'examen des courbes de naissances dans le monde montre que les pays développés vont constituer un ensemble de plus en plus vide, dans un monde de plus en plus plein. L'existence d'un tel vide géo-politique, face à un peuple-

ment croissant ne peut que créer des tensions internationales dangereuses pour la continuité, la survie, l'indépendance du monde développé, ainsi que pour la paix entre les nations. » De quoi frémir : imaginons un instant que ce député RPR ait un peu plus de pouvoir qu'il n'en a actuellement...

L'Eglise, c'est bien connu, a toujours été nataliste. Citons une simple petite phrase (lapidaire) de Paul VI (2) : « Deux aspects indissociables : union et procréation. »

Le fait est que l'Etat est aujourd'hui le gérant d'un capital humain : nous. Cette gestion existe...

Lorsque l'on examine les taux de natalité dans divers pays du monde, il est toujours frappant de constater le lien qui existe entre les fluctuations du taux de natalité et les diverses mesures sociales qui surviennent dans ces différents pays : selon l'existence, le maintien, la perte ou l'accroissement de certains « avantages » (allocations familiales, possibilités de travail à temps partiel, facilités de congés, législation permettant plus ou moins facilement l'avortement...).

En Europe occidentale, les législations sur l'avortement se sont « libéralisées » depuis quelques années. Cette libéralisation qui, rappelons-le, n'est pas un don de l'Etat-providence, mais le résultat d'une lutte, s'est réalisée en plusieurs étapes. Le plus souvent, succédant à une loi interdisant l'avortement voire même la propagande en sa faveur (3), une nouvelle législation est apparue autorisant l'avortement... Dans

certain cas. En 1921, l'avortement était autorisé en Suède pour des raisons médicales ; de même en 1937 au Danemark où l'autorisation pouvait être obtenue dans les cas où il y avait danger pour la vie ou la santé de la femme, quand il y avait viol ou inceste, quand la femme était âgée de moins de 15 ans, l'enfant à naître risquant d'être handicapé... C'est une loi similaire qui fut adoptée, en 1967, en Angleterre et au Pays de Galles. Puis sont venues des lois plus « libérales », c'est-à-dire permettant un avortement libre et gratuit à la seule condition que la grossesse n'excède pas douze semaines : ainsi en Suède (1963), au Danemark (1973), en Italie.

Evoquons les pays de l'Est. L'avortement est légalisé en URSS depuis 1955. Les démocraties populaires ont suivi l'exemple soviétique et ont à leur tour libéralisé l'avortement : ainsi en Hongrie, Bulgarie, Roumanie, Tchécoslovaquie. L'avortement est là un phénomène social exceptionnel : un exemple connu est celui de la Roumanie où, en 1965, on avait un rapport de 400 avortements pour 100 naissances. On a pu calculer (4) que si la fréquence des avortements à chaque âge ne se modifiait pas dans les années à venir, les Hongrois et les Tchécoslovaques ayant 15 ans en 1970 auront subi respectivement 1,2 et 2,6 avortements à la fin de leur vie féconde. Depuis lors, la loi est devenue plus restrictive. Il faut dire que l'avortement est pour les femmes le seul moyen dont elles disposent dans les pays dits socialistes.

Il nous faut aussi évoquer l'exemple chinois. C'est un exemple remarquable car si aujourd'hui la natalité y est combattue — en particulier en retardant l'âge légal auquel on peut se marier, mais aussi au moyen d'avortements forcés : c'est le cas du moins localement, quand on trafique à l'hôpital des femmes dont le délit est de se trouver enceintes alors qu'elles ont déjà deux enfants —, autrefois, elle y était (lors du grand bond en avant) vivement encouragée.

Le dirigisme des Etats est démontré ; les volontés qui se cachent derrière sont d'autant plus répugnantes. Notre lutte pour le droit à l'avortement (donc pour sa gratuité) doit être comprise comme une opposition au droit que l'Etat s'est lui-même accordé de maîtriser notre reproduction (la reproduction de la force de travail) à sa guise. C'est nier la vie propre de l'individu : nous la revendiquons ! Il s'agit donc évidemment d'une lutte pour une liberté. La lutte pour la véritable liberté d'avortement : c'est une bataille que l'on peut gagner contre l'Etat.

Commission Femmes

(1) Jacques Godfrain : *Assurer la continuité de la nation*, in *Le Défi démographique*, Club de l'Horloge, 1978.

(2) Paul VI : « *Humanae Vitae* », 1968. Paul VI, à cet égard, était bien le continuateur des pères tonsurés que l'histoire a connus : Voir Pie XI : « *Casti Cannabii* » (1930).

(3) Ce fut le cas en France avec la loi Barthélemy-Ignace, en 1920, contre laquelle se sont battus les anarchistes.

(4) Chant Blayo : *L'enregistrement des avortements in Population*, mars-avril 1974.

LA FEMME EST SON PROPRE DEVENIR

« **L'** HOMME révolutionnaire qui, aujourd'hui, lutte pour sa liberté combat seulement contre le monde extérieur... La femme doit lutter pour sa propre liberté intérieure, liberté dont l'homme jouit déjà depuis des siècles. Et dans cette lutte, la femme est seule. »

(Emma Goldman)

Féminisme et mouvement ouvrier

Certains sociologues jugent les sociétés au niveau de libération des femmes. Les poètes chantèrent l'épouse, la mère, la sœur, la maîtresse, la compagne... rarement la femme.

Hélène Brion, Marguerite Durand, Séverine, Louise Michel, Emma Goldman, Jeanne Humbert, Simone de Beauvoir, Betty Friedman... illustrent le combat des femmes pour leur dignité. Il était courant, et il est encore de mise, de séparer la lutte des femmes des préoccupations immédiates du mouvement ouvrier et de la révolution. Mujeres Libres en Espagne — mouvement massif et représentatif — a montré, si besoin était, la nécessité d'une parfaite adéquation entre la lutte révolutionnaire et la libération de la femme. Parler de féminisme aujourd'hui dans certains milieux, même révolutionnaires, revient à se faire taxer de militantisme petit-bourgeois. On assimile trop facilement la lutte des femmes à un intellectualisme bon teint. Certains dissocient volontairement le féminisme du mouvement ouvrier, démarche qui n'est plus la leur dès qu'il s'agit de rattacher des théoriciens à des mouvements politiques. La démarcation n'a pas lieu d'être à ce stade : elle se situe entre réformisme et révolutionnaire. Chaque mouvement politique ou social porte en son sein des courants contradictoires. Relever au sein du mouvement féministe le seul suffragisme et ignorer ainsi la profondeur de ses revendications, de sa force émancipatrice revient à abaisser un combat fondamental de la lutte de l'homme et de la femme pour leur liberté. C'est faire le jeu du pouvoir que de vider un mouvement de son contenu révolutionnaire.

Toute lutte est économique et sociale. Il faut cependant reconnaître que le mouvement ouvrier a eu du mal à intégrer les revendications spécifiques des femmes travailleuses. Une majorité d'hommes dans les structures syndicales (même dans les corporations essentiellement féminines) en demeure la meilleure preuve. Le syndicalisme n'a pas été éducatif en ce domaine puisqu'il n'a pas su s'adapter aux préoccupations diverses des unes et des autres. La difficulté aujourd'hui des partis et des syndicats à réunir un grand nombre de femmes montre la réalité de ce problème. La libéralisation des mœurs, les luttes pour la contraception et l'IVG ont jalonné la prise en compte de ces revendications dans les programmes politiques. La présence des femmes dans les ministères, les directions syndicales ou organisationnelles représentent des couvertures et cautionnent le degré de féminisme des partis ou syndicats.

Féminisme et lutte des classes

La prise en charge — même partielle — d'un combat spécifique par une société comporte un risque évident d'intégration et de liaison de ses objectifs aux intérêts de la classe dirigeante, mais il représente également une bonne prise de température. Les pays où les combats féministes ont le plus avancé sont ceux qui ont donné aux femmes les moyens d'une prise de conscience. Pour de simples raisons économiques et sociales, la bourgeoisie et le capitalisme leur ont offert un rôle accru dans la machine économique d'où a découlé pour les femmes un examen critique de leur situation comparée à celle réservée aux travailleurs. Cette prise de conscience passe autant par la lutte des classes que par une intellectualisation de la situation. Il revient à la travailleuse de revendiquer l'égalité des revenus et des fonctions, à la femme l'égalité sociale et familiale. Les mouvements féministes dans le monde ne sont pas oppositionnels. Ils représentent les divers stades de maturité d'un combat identique. La lutte des femmes de l'islam contre le mariage ou le tchador, des Africaines contre l'excision ou des Occidentales contre le viol sont les différentes facettes d'une même revendication et combativité. Toute lutte émancipatrice s'attache en premier lieu à abattre les oppressions les plus criantes. La lutte contre l'excision, même si elle ne se bat pas directement contre la féodalité phalocratique et sociale, la déstabilise au même titre que la lutte pour les droits fondamentaux des peuples dans le cadre général du combat pour la dignité humaine. La société de classes impose sa loi sur le terrain économique et social. A nous de l'attaquer sur tous les fronts.

Oppression de la femme et lutte féministe

La force de la morale dominante est de nous inculquer avant et après notre naissance (par le biais familial de l'environnement socio-culturel et de son système éducatif) des réflexes philosophiques, ethniques et religieux intégrés au conscient et à l'inconscient collectifs et individuels. La femme subit une double oppression : celle que l'homme lui impose à travers un rôle social et familial déterminé et rigide, et celle qu'elle se dicte elle-même. Nous luttons en nous-mêmes pour tenter de résoudre cette somme de contradictions qui nous déchirent entre nos aspirations réelles et celles de la « femme » que nos pères et mères nous ont enseigné à devenir. Ce n'est pas un combat facile. De plus, il passe obligatoirement par la prise de conscience de l'homme de son rôle oppressif :

cette situation, dans un premier temps, oppose objectivement les aspirations de l'homme et de la femme. Elles se synthétisent harmonieusement si la femme et l'homme, conscients de ces contradictions, les dépassent pour aspirer à une liberté identique bien que différente.

De plus, ces contradictions ne se résoudront pas forcément sur le même terrain. Les femmes se sont regroupées parce qu'elles avaient les mêmes intérêts à défendre en tant que femmes, les organisations ouvrières n'étant pas porteuses de cette émancipation. Trop souvent, cette émancipation n'a pas quitté le stade des bonnes intentions. Le mouvement anarchiste n'a pas toujours échappé à la règle commune. Bien que le problème ne puisse, de toute façon, recevoir une solution satisfaisante sans une transformation radicale des structures socio-économiques et des mentalités, les militants n'ont pas, bien souvent, paré leur quotidien de cette nécessité.

C'est pourquoi toute proposition de transformation de la société, avançant l'émancipation de l'homme, doit être associée concrètement à celle de la femme.

Dès lors, il revient au mouvement ouvrier de réintégrer les revendications féminines et de conjuguer dans sa pratique quotidienne les désirs de toutes et de tous. Les militantes durent ainsi lutter pour que celui-ci prenne en charge réellement ce combat, elles ont malheureusement trop souvent propagé leur idéal à l'extérieur (comme Louise Michel, Emma Goldman, Mujeres Libres).

La force de toute idée réside dans ses capacités à résoudre ses contradictions entre le verbe et l'action. Le mouvement anarchiste a largement participé, en son temps, à la lutte : opiniâtre menée par les néo-malthusiens. Les hommes et les femmes qui le composent n'en demeurent pas moins des produits d'une idéologie dominante et judéo-chrétienne qu'ils combattent. Fort de cette contradiction résolue sur le plan théorique, il ne nous reste plus qu'à nous y atteler dans notre pratique.

La femme est seule face à sa propre liberté : c'est en elle qu'elle trouvera les forces et l'énergie nécessaires pour l'assumer.

A la maison, au travail, au syndicat ou dans l'organisation spécifique, elle doit la sauvegarder contre l'impérialisme de son compagnon, collègue ou camarade. Sa liberté s'étendra à partir du moment où l'homme saura dépasser l'oppression qu'il lui fait subir. Il n'y a pas de libertés individuelles possibles si nous oublions que l'individu est une somme de désirs, de chair, d'os et d'un sexe. Nous avons le choix de devenir des femmes et des hommes libres dans leurs différences et unicité. C'est à cette liberté que nous aspirons ; donnons-nous les moyens d'y parvenir.

Commission femmes



ÉPOUSE, MÈRE... ET FEMME NOUVELLE

A U cours des années 70, les femmes luttèrent pour le droit de contrôler le processus reproductif de leur organisme, pour le droit parental, pour une plus grande autonomie vis-à-vis du mari.

Les femmes, en mettant leurs expériences en commun, ont pu ainsi comprendre que leurs besoins, leurs désirs, n'étaient pas individuels, mais essentiellement collectifs et politiques. Cette nouvelle prise de conscience les conduisit à propager rapidement leurs revendications. Elles étaient prêtes à militer maintenant, car aussi longtemps qu'elles n'obtiendront pas le droit de contrôler leur propre corps, elles n'auront ni liberté, ni une véritable dignité humaine, ni une personnalité propre.

Le mouvement féministe a pris toute son ampleur au cours des campagnes pour la légalisation de l'avortement. En 1976, la loi Veil fut adoptée. Bien que restrictive, cette loi fut une victoire et représente une étape importante pour l'émancipation de la femme. La femme est ainsi libre de décider en pleine conscience du choix qu'elle effectue. Elle choisit sous son entière responsabilité d'être mère. mais l'avortement n'est encore accessible qu'à une petite élite car il est coûteux et n'est pas remboursé par la Sécurité sociale. Cet état de fait montre une fois de plus la discrimination entre les classes sociales ; le gouvernement socialiste n'a pas tenu ses promesses en la matière.

Toutes les femmes, ouvrières, paysannes, étudiantes, sont concernées par l'avortement. Les différentes campagnes pour l'avortement (lois Veil et Pelletier) montrèrent une grande mobilisation des travailleurs. Cependant, il est des questions sur lesquelles il est difficile de réaliser l'unité de tous et de toutes particulièrement sur le problème du travail domestique qui est avancé depuis longtemps par le mouvement féministe.

Les tâches ménagères prennent beaucoup de temps, ne sont pas reconnues et concrétisent l'exploitation des femmes par les hommes. Mais pour certaines femmes non salariées, ces tâches domestiques sont leur raison d'être. Beaucoup de femmes se contentent de ce seul choix de rôle d'épouse, de mère et de bonne. Elles devraient avoir le choix de pouvoir travailler à l'extérieur ; les tâches ménagères doivent être réparties entre l'homme et la femme.

Les femmes continueront à être opprimées tant que les mythes de la famille et de la maternité ne seront pas supprimés. Dès qu'une fille naît, sa famille lui inculque la vocation de la maternité parce que la société veut qu'elle s'occupe des enfants, du foyer... Nous devons combattre cette morale judéo-chrétienne pour que la femme soit libre, autonome et non plus conditionnée.

Le mouvement féministe a été dynamique dans cette lutte. Il a été porteur d'un vaste mouvement de libération des mœurs. Ce combat est fondamental pour l'émergence de changements sociaux en vue de l'émancipation de l'homme et de la femme.

Commission femmes

LES PROCHAINES ÉLECTIONS EN ESPAGNE

Il y a un an et demi, il faisait irruption, pistolet au poing et en grand uniforme de la garde civile, au beau milieu des Cortès espagnoles, alors que se déroulait le vote d'investiture du Premier ministre... On connaît la suite : les cris, les rafales de mitrailleuse, les députés et les ministres passant sous les pupitres, les tanks dans les rues de Valence et le monde entier à l'écoute de Madrid !

Eh bien ! si les électeurs de Madrid le jugent bon, le lieutenant-colonel Antonio Tejero Molina risque fort de retourner aux Cortès dès la prochaine rentrée parlementaire, mais cette fois en tant que député du parti dont il est le président : Solidaridad española ! Rien ne saurait en tout cas donner une meilleure image de la prétendue démocratie espagnole et de ses lamentables défenseurs que celle du putschiste siégeant au côté de ceux, qu'un an plus tôt, il menaçait de ses armes. Cela lèverait toutes les ambiguïtés et on saurait qui sont les maîtres dans ce pays !

On n'en est peut-être pas encore là, même si la menace d'un nouveau coup d'Etat militaire n'est pas totalement écartée. La tentative avortée d'il y a trois semaines dans laquelle sont impliqués trois colonels — en réalité on parle presque ouvertement de deux cents colonels appartenant à toutes les régions militaires, sauf Barcelone et Grenade — l'a opportunément rappelé à ceux qui ont la mémoire courte. Bien sûr, la psychose du coup d'Etat est utilisée par la droite pour détourner l'électorat de l'« aventure socialiste » ; bien sûr, logiquement, les militaires n'ont aucun motif d'intervention dans la vie publique puisqu'ils savent pouvoir imposer à tout moment leurs conceptions au gouvernement ; bien sûr, le capitalisme lui-même trouve bien encombrant ces fantoches sortis tout droit d'une opérette de seconde zone ; mais ce serait mécon-

naître la part d'irrationnel qu'il y a dans le comportement des hommes et surtout la mégalomanie hystérique des militaires espagnols que d'écarter l'hypothèse d'une aventure militaire en cette période électorale.

Sur l'échiquier spécifiquement politique, on observe deux phénomènes spectaculaires. D'une part, l'atomisation de l'UCD (Unión del Centro democrático),

compromis aux yeux de la droite la plus dure, il s'est fait virer de la tête de son parti et de son poste de Premier ministre dans des circonstances retentissantes : il s'agit en fait d'événements directement liés au coup d'Etat du 23 février. C'est le début de la déconfiture pour le parti du gouvernement. Au plan interne, ni le nouveau chef de gouvernement, Leopoldo Calvo

houette se dessine de plus en plus nettement derrière les militaires, espère bien ramasser les miettes de la défunte UCD. Et des miettes, il y en a ! Des libéraux de Garrigues Walker, au PAD (Partido de Acción democrática) de Fernandez Ordoñez en passant par le CDS (même sigle qu'en France) de Adolfo Suarez lui-même, les partis centristes ont poussé comme des

les luttes internes entre jeunes et vieux, eurocommunistes et stalinien, etc. Le déclin général des partis communistes sera sans doute confirmé le 28 octobre.

Quant au PSOE (Partido socialista obrero español), il est confronté à d'autres difficultés. Présenté partout comme le futur vainqueur des élections, il lui faut se préparer à la gestion du pays. Et c'est là que la bât blesse. Le Parti socialiste doit d'une part rassurer ce qu'en Espagne on appelle en ce moment les pouvoirs « factuels », à savoir capitalistes nationaux et internationaux, militaires, etc., et de l'autre chercher un personnel politique capable d'occuper les multiples postes qui vont lui échoir au lendemain des élections.

C'est ce qui explique le voyage de Felipe Gonzalez à Washington, ses rencontres avec les dirigeants de la CEOE (le CNPF espagnol), mais aussi la publication dans la presse de larges placards qui ressemblent fort à la présentation des futurs ministres ! Simultanément, on voit affluer au PS tout un petit personnel administratif provenant en droite ligne du franquisme et de l'UCD, et qui sera naturellement utilisé pour boucher les trous en cas de victoire. Il y en aura des déçus si tous ces sondages n'étaient que du bluff !

Ce qui est certain, c'est que ce n'est pas avec cette politique et avec ce personnel que l'on conduit un réel changement. Malgré ses slogans, le PS sait déjà qu'il ne fera que gérer, au mieux à l'allemande, le système bâtard mise en place à la mort de Franco.

Par conséquent, on peut s'attendre à une déception à la mesure de l'ampleur de la victoire probable des socialistes. Et l'espace ouvert aux libertaires partout dans le monde par la faillite des idéologies autoritaires s'agrandira encore. Saurons-nous en profiter ?

Aimé



Felipe Gonzalez

et de l'autre l'effondrement du Parti communiste. C'est en tout cas ce que laissent apparaître les sondages et qui devra, en tout état de cause, être confirmé ou infirmé par les élections elles-mêmes.

L'UCD, c'est la réincarnation « démocratique » de l'appareil franquiste. Dans toute la première phase de son développement, elle a trouvé en la personne d'Adolfo Suarez, sa figure de proue, un politicien qui a su faire oublier qu'il avait été ministre de Franco. Mais trop partisan du

Sotelo, ni le leader parachuté à la tête du parti au début de l'été, Landelino Lavilla, ne sont capables de maintenir l'unité d'un parti qui n'existait qu'en fonction de l'épaisseur du gâteau à se partager. Au plan externe, l'UCD est débordée sur sa droite — et il faut le faire ! — par l'AP (Alianza popular) de Manuel Fraga Iribarne, un autre ministre de Franco. Fort d'un triomphe évident aux élections régionales et de résultats encourageants en Andalousie. Fraga Iribarne, dont la redoutable sil-

champignons, traînant dans leur sillage l'odeur bien connue des magouilles et des marchandages...

L'autre parti qui, lui non plus, ne part pas aux élections la fleur au fusil, c'est le PC. Ses invraisemblables luttes internes et ses constantes compromissions ont usé en un temps record le capital de confiance qu'il avait engrangé dans les dernières années de la clandestinité. Réduit aux utilités, le PC risque fort d'être le grand absent de l'avenir politique de l'Espagne..., ce qui ne manquera pas de relancer

Moyen-Orient Les Yémens

DEUX pays frères ennemis situés au sud de l'Arabie saoudite : l'un, le Yémen du Nord, république arabe ; le second, le Yémen du Sud, république démocratique et populaire.

Avec tous les ingrédients nécessaires et une situation économique catastrophique (1), le Yémen du Nord est déjà le champ de luttes fratricides. Le gouvernement militaire en place a à se battre sur deux fronts : dans le nord contre des religieux influencés par la révolution iranienne, et dans le sud contre des guérilleros marxistes aidés par la république démocratique et populaire du Yémen du Sud. On reconnaît là un scénario maintes et maintes fois répété au Moyen-Orient. En effet, dans cette partie du globe où tout conflit prend la teinte du fanatisme religieux, il n'y a pas d'autre issue pour la population que de se ranger du côté de Mahomet ou de Marx, et c'est contre ce fait que nous devons nous élever.

Le Yémen du Sud a déjà opté pour le marxisme ; il en résulte maintenant un régime autoritaire, un bastion de Moscou au Moyen-Orient. C'est sans cesse que la révolte légitime de ces peuples est canalisée par des hommes pour qui seule compte l'accession au pouvoir, et il est à craindre que cela continue tant que le savoir et la culture ne seront données que par des imams ou autres chefs religieux.

Le Yémen sort à peine du Moyen Age au niveau technique et une immense barrière se dresse encore, celle de l'obscuran-

tisme religieux. Voici une anecdote qui en dit long sur ce sujet lorsqu'un homme tue, la cour islamique le condamne à payer une amende ; s'il a l'argent, il est libéré ; mais s'il ne l'a pas, il doit mendier, les chaînes aux pieds, afin de réunir la somme due. Quand on sait qu'à une époque encore très récente les religieux possédaient les sommes nécessaires...

A la lueur de l'échec du Yémen du Sud, de l'attitude moyenneuse des imams au Yémen du Nord, il faudra bien que leurs habitants cherchent autre part une solution à leurs problèmes, peut-être dans une optique libertaire dont les théories n'ont pas encore pénétré cette partie du globe.

Alors où basculera le Yémen du Nord ? Déjà les militaires n'ont quasiment plus que le contrôle de la région proche de la capitale Sanaa. Le peuple entier est armé de kalachnikovs, et cela à la demande du gouvernement. Mais ces armes, à n'en pas douter, se retournent contre lui, vu la politique de complète injustice qu'il pratique. Entré la guerre de front que livrent les guérilleros et les chefs religieux qui n'ont que faire des hommes, il n'y a guère d'espoirs pour ce peuple dont le patrimoine culturel est d'une grande richesse.

Jean-Luc LUYSEN

1) La production céréalière a baissé de 14%, celle du coton de 64% en cinq ans à peine. Le servage est encore pratique courante : une fois que le paysan a donné ce que son propriétaire exige, il lui reste à peine de quoi nourrir sa famille.

BREF HISTORIQUE DE L'ANARCHISME EN GRÈCE

LES idées anarchistes ont pénétré en Grèce grâce à la propagande de radicaux et d'intellectuels à la fin du siècle dernier. Le prolétariat grec n'était pas prêt à accepter et à comprendre l'idée de lutte des classes qui ébranlait ces années-là. A l'époque de la Commune de Paris ou des révoltes paysannes dans le nord de l'Italie, les structures économiques et sociales étaient conçues pour empêcher cette prise de conscience.

La première publication importante qui divulguait les idées anarchistes a été imprimée assez tôt, juste au début de 1861. C'était une brochure anonyme intitulée *Pensées d'un brigand ou anathèmes contre la société*, écrite et réalisée par Dimitrio Paparigopoulos, le fils du célèbre historien grec. Après cette édition saisie par la police, l'anarchisme commença à être diffusé grâce à des traductions de textes anarchistes. Notons le nom du journaliste Sofoktis Karudis qui sortit les premières publications anarchistes.

Un autre propagandiste anarchiste fut le poète Mikelis Avlichos. Il étudiait dans les universités européennes quand, en 1873, il rencontra Michel Bakounine à Berne, sympathisa avec lui et milita dans son sillage. Avlichos était en contact avec des anarchistes italiens et, en décembre 1877, il publiait un de ses poèmes dans un journal local, *Zizanio*, qui avait pour titre *Christmas* et, pour signature, « un anarchiste ».

En 1886, le journaliste Platon Drakoulis traduisit et publia *Aux jeunes gens* ainsi que *L'Anarchie, sa philosophie, son idéal* de Kropotkine et *Dieu et l'État* de Bakounine (1).

Le premier groupe anarchiste puissant a été constitué à Patras à la fin du XIX^e siècle. Ce groupe était issu du Mouvement de la fraternité socialiste et ne possédait aucune cohérence idéologique.

En 1896, ils publièrent leur propre journal *Epi ta prosa*. Depuis Patras, les anarchistes essayèrent de s'organiser dans les autres régions, particulièrement dans le Péloponèse. A Pyrgos comme à Patras, les anarchistes constituaient la fraction la plus importante parmi les socialistes dans la ville et s'organisèrent dans le Groupe anarchiste de Pyrgos. Ils publièrent également un hebdomadaire, *Neon Phos*. L'activité de ces groupes consistait dans un travail de propagande et de popularisation des idées et de la philosophie anarchistes.

Le 3 novembre 1896 eut lieu la première action terroriste individualiste. Un banquier fut poignardé, et cette action terroriste fut une bonne raison pour déclencher la répression étatique contre tous les socialistes et les anarchistes. La répression s'accrut encore après l'attentat contre le roi Georges, en février 1898. Après ces événements, le mouvement anarchiste dans le Péloponèse acheva de se dissoudre pendant la première décennie du XX^e siècle.

Mais il existait d'autres groupes dans d'autres régions, et la plupart d'entre eux s'orientaient vers l'anarcho-syndicalisme. Le groupe anarchiste de Yalos, vers 1900, éditait *Ergatis*. A Athènes, les anarchistes se regroupèrent, tandis qu'à Thessalonique l'influence anarchiste était importante. Il s'y constitua une « Fédération des travailleurs », sous l'impulsion des anarcho-syndicalistes qui tentèrent d'organiser une manifestation devant l'ambassade d'Espagne en 1909 contre l'exécution de Francisco Ferrer.

En 1920, le Parti communiste grec existait déjà et l'anarchisme ne put survivre dans le mouvement ouvrier. L'influence de la révolution d'Octobre fut si forte qu'après une lutte désespérée dans les syndicats, le mouvement anarchiste s'affaiblit et mourut. Pendant plus de soixante ans, l'anarchisme disparut en Grèce, et ce n'est qu'après la révolte contre la dictature fasciste, en novembre 1973, que les idées anarchistes purent ressurgir.

A Gallery

(1) Une seconde édition de *Aux jeunes gens* sortit en 1919. Elle fut publiée par cinq membres des Jeunesses socialistes, tous arrêtés et traduits en justice. Ils furent condamnés à quatre ans de prison, et le tribunal n'hésita pas à condamner l'un de leurs témoins à deux ans d'emprisonnement !

POLOGNE

Solidarité avec Roger Noël

Début juillet, notre compagnon Roger Noël, militant libertaire belge, qui faisait partie d'un convoi humanitaire d'aide à la Pologne, a été arrêté à Varsovie. Cette arrestation est motivée par la livraison d'un émetteur F.M. à Radio-Solidarność.

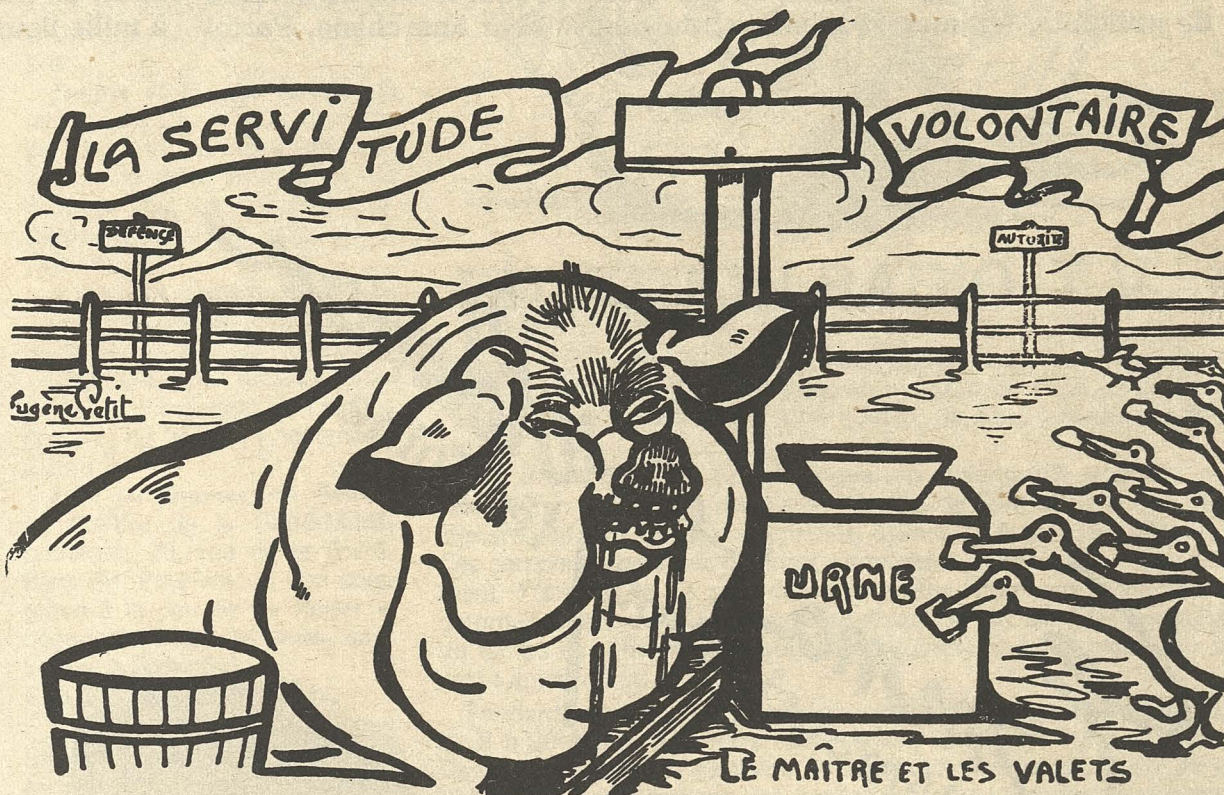
Depuis, Roger Noël, en mauvaise santé, croupit en prison et attend son procès. Cet acte de solidarité internationale peut lui coûter très cher. Pour être libéré, il devra s'acquitter d'une caution exorbitante, faute de quoi il risque jusqu'à treize ans de détention.

Au moment où la répression marxiste en Pologne franchit un nouveau degré, la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes, tient à réaffirmer son soutien à Solidarność et exige la libération immédiate de notre compagnon Roger Noël.

Fédération anarchiste française
Internationale des fédérations anarchistes

La C.N.T. face aux prochaines élections

A L'OPINION PUBLIQUE



LA CNT a fixé, depuis son congrès constitutif, en 1910, son attitude devant toutes les consultations électorales qui se sont produites dans notre pays. Elle pourrait, d'une certaine façon, s'abstenir de la préciser une nouvelle fois.

Les mêmes expériences vécues, à mesure que le temps passait dans les divers pays, n'ont fait que nous renforcer dans notre position : dans aucun pays, sous n'importe quel régime politique ou parti dominant, les problèmes économiques et sociaux n'ont pu être résolus au moyen du suffrage universel. Les hommes ont pu changer, les sigles des partis vainqueurs également ; mais tous, de droite, du centre ou de gauche, se sont vus dans la plus totale incapacité de les résoudre.

Dans le cas concret de l'Espagne, nous assistons depuis la restauration de la monarchie et de cette soi-disant démocratie parlementaire, à l'accumulation des déséquilibres, des injustices, d'anomalies qui ont fait s'aggraver les crises politiques, économiques et sociales. Le chômage et l'inflation, la multiplication des fermetures d'entreprises augmentant chaque jour le nombre des sans-emplois ont démontré la totale inefficacité de toutes les forces politiques, incapables, tant à droite qu'au centre ou à gauche, de se livrer à l'exposé des problèmes avec la ferme volonté de les résoudre, ne se décidant à réaliser les transformations de structures, des solutions révolutionnaires que ne mettent jamais à exécution les gouvernants, que s'ils se voient débordés par une forte pression populaire.

A partir de là, toutes les expériences auxquelles nous avons assisté au cours de ce siècle n'ont fait que nous renforcer dans notre position antipolitique, de rejet d'une arme qui donne au peuple, aux citoyens, l'illusion qu'il a fait quelque chose, en déposant un morceau de papier dans l'urne, en élisant d'autres personnes, ou les mêmes, pour qu'ils gouvernent le pays.

Ces hommes, ces partis, tous compromis dans le maintien du

système *sui generis* donné à l'Espagne après la mort de Franco, sans que le peuple ait été consulté en rien, n'ont fait que se relayer dans l'exercice du pouvoir, en donnant l'impression qu'ils représentaient et défendaient la démocratie. Quant à l'opposition, elle n'a fait que contribuer, par sa présence et l'acceptation de pactes tacites ou explicites, à la stabilisation du régime.

Que le citoyen espagnol qui se rendra aux urnes le 28 octobre, avec l'espoir de rénovation de quelque chose, en élisant des hommes d'une prétendue gauche, après avoir élu ceux du centre, ne se fasse pas d'illusions. Ces hommes, également compromis dans le système, ne feront rien d'autre que le soutenir, au nom du *statu quo* élaboré. Ils ne pourront rien changer d'essentiel, car ce n'est pas dans la nature des pratiques politiques, ni dans la propre orbite de leurs possibilités. Et s'ils changent quelque chose, ce sera pour que tout puisse continuer de la même façon. Mais l'inflation, la répression plus ou moins voyante, les compromis internationaux avec le capitalisme et les Etats qui ont intérêt à ce que l'Espagne maintienne des orientations déterminées, tout continuera, avec très peu de variantes.

Nous, une fois de plus, disons aux travailleurs en particulier et au peuple en général : ce n'est pas en déposant un morceau de papier dans une urne, en élisant ceux qui doivent nous gouverner que nous pouvons contribuer à améliorer notre condition d'exploités, notre condition de citoyens. C'est au contraire en agissant sur les lieux de travail, au niveau de base, dans tous les conflits, pour la défense de nos intérêts et de nos droits, en pratiquant une dynamique de la liberté et de la démocratie, celles dont est garante, non les parlementaires ni les gouvernements, mais la présence vigilante des travailleurs et des hommes libres.

Les consultations électorales font partie du jeu politique, dans lequel nous nous sommes refusés à intervenir, convaincus qu'il

n'en peut sortir que l'illusion de l'exercice de quelques droits qui se réduisent à choisir ceux qui, avec d'autres noms, maintiendront les mêmes privilèges, consolidant les mêmes structures, qu'il faut changer fondamentalement si nous voulons que quelque chose change en Espagne.

Nous restons fidèles à une stratégie d'action et de lutte qui nous permet, aujourd'hui comme hier, de dire aux travailleurs et au peuple le chemin à suivre, au-delà et par-dessus les disputes pour le pouvoir dans lequel s'entretiennent ceux qui ont fait de la politique leur *modus vivendi*.

C'est l'organisation des ouvriers en syndicats non compromis avec aucune politique ni avec aucun système, comme le sont les syndicats confédéraux, qui pourra intensifier la lutte de défense de la liberté, pour l'établissement d'une authentique démocratie, pour la solution de problèmes énormes qu'aucun gouvernement n'a résolu et ne résoudra jamais. C'est l'action consciente, l'action civique, l'action ouvrière et populaire qui peut influencer avec efficacité sur la situation actuelle du pays où nous sommes nés.

A la symphonie discordante des voix des centaines d'aspirants à gouverner, les hommes conscients doivent opposer leur action de lutte pour le bien commun. Ils doivent être l'authentique expression d'une volonté véritablement dirigée vers le progrès social, la défense des intérêts des exploités, le combat contre le chômage, l'analphabétisme, la tutelle permanente de l'Eglise sur l'enseignement, les privilèges intouchables de l'armée et les castes bureaucratiques.

Une fois de plus, la CNT dit aux citoyens : le vote est un refoulement et une tromperie... En votant, vous vous démettez de vos responsabilités directes et vous renoncez à exercer des droits inaliénables qui ne peuvent être délégués à personne.

Madrid, le 4 octobre 82
Plénium national des Régions
de la CNT

LIBRE disposition de son corps, contrôle des naissances, égalité des sexes, prostitution, homosexualité, ce sont là des sujets tabous qu'il est encore aujourd'hui bien difficile d'aborder avec la même aisance que d'autres. C'est dire toute la difficulté et le courage qu'il a fallu à certains pour en faire des thèmes de propagande, dès la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Ce fut le cas de nombre de militants, femmes et hommes, du mouvement anarchiste. Parmi

eux, Emma Goldman qui, dans un livre, *Living my life*^{*}, a retracé tous les épisodes de sa vie de militante. C'est dans ce livre que nous avons extrait le passage suivant, traitant de la question féminine. L'épisode conté par Emma Goldman se situe peu de temps avant la Première Guerre mondiale, et témoigne de ce courage évoqué plus haut, en même temps que de la lucidité des propos d'une anarchiste, à mille lieux des vociférations féministes.

Emma Goldman
et l'émancipation féminine



APRÈS être allée à la conférence néo-malthusienne de Paris en 1900, j'avais ajouté le contrôle des naissances à mes sujets de conférence. Je ne discutais pas des méthodes contraceptives parce que pour moi la limitation des naissances n'était qu'un des aspects de la lutte politique, et je ne voulais pas me faire arrêter pour cela. Comme j'étais d'ailleurs toujours sur le point de me faire mettre en prison pour mes diverses activités, je ne voulais pas créer de raisons supplémentaires. En privé, je donnais des informations sur les méthodes contraceptives si on me le demandait. Mais les difficultés rencontrées par Margaret Sanger (1) qui venait de publier *La Femme rebelle* (*The Woman rebel*) et l'arrestation de son mari pour avoir donné ce manifeste à un agent de Comstock me firent comprendre qu'il était temps d'assumer les conséquences de cette lutte.

Ni Margaret ni moi n'étions des pionnières : la voie avait été tracée par Moses Harman, sa fille Lillian, Ezra Heywood, le docteur Foote...

Ida Craddock, véritable championne de l'émancipation des femmes, avait payé de sa vie. Pourchassée par Comstock, condamnée à cinq ans de prison, elle s'était suicidée. Cette génération s'était battue pour le droit à la libre maternité.

Le président du Sunrise Club m'avait invitée à parler à un de ses dîners. C'était un des rares forums libertaires de New York. On pouvait s'y exprimer librement et j'avais déjà fait plusieurs conférences dans ce club. Je décidai alors de choisir la contraception pour thème de ma prochaine conférence et de parler ouvertement des méthodes. Jamais, dans l'histoire du club, le public n'avait été si nombreux : plus de six cents personnes, dont des médecins, des avocats, des artistes, des libéraux... La plupart d'entre eux étaient venus pour soutenir cette première discussion publique. On était certain que j'allais être arrêtée et on avait même commencé à préparer l'argent de la caution. J'avais emporté un livre au cas où je passerais la nuit en prison. Je fis d'abord un historique et une analyse de la limitation des naissances, puis je continuai par un exposé des différents contraceptifs, sur un ton neutre et médical.

La discussion fut ouverte et saine. Je ne fus pas arrêtée. D'ailleurs, la police n'intervint pas pendant toute ma tournée de conférences. Pourtant, je traitais de la lutte antimilitariste, de la défense de Caplan et Schmidt (2), de l'amour libre, de la contraception et du sujet le plus tabou de notre société : l'homosexualité. Cependant la censure vint de mes propres rangs parce que je

traisais de sujets aussi « peu naturels » que l'homosexualité. L'anarchisme était suffisamment calomnié, et on accusait déjà les militants de dépravation : mes camarades pensaient qu'il ne fallait pas ajouter aux malentendus en défendant la cause des perversions sexuelles... Moi, je croyais à la liberté d'expression, et la censure dans mon camp avait sur moi le même effet que la répression policière. Elle me renforçait dans ma volonté de défendre ceux qui sont victimes d'injustice sociale comme ceux qui sont victimes de préjugés puritains.

Les hommes et les femmes qui venaient me parler après les conférences sur l'homosexualité et me confiaient leur solitude et leur désespoir étaient souvent plus intéressants que ceux qui les rejetaient. Certains avaient mis des années à accepter leur différence après avoir lutté pour étouffer ce qu'ils considéraient comme une maladie. Une jeune femme m'avoua qu'il n'y avait pas eu un seul jour de ses vingt-cinq ans d'existence où la présence d'un homme, son père ou ses frères, ne l'eût rendue malade. Plus elle se forçait à accepter les avances sexuelles et plus cela la répugnait. Elle s'en était voulu, me dit-elle, parce qu'elle n'arrivait pas à aimer son père ou ses frères comme elle aimait sa mère. Le remord avait beau la torturer, sa répulsion ne faisait qu'augmenter. A dix-huit ans, elle avait accepté une proposition de mariage dans l'espoir que de longues fiançailles l'habituerait à la présence d'un homme et la guériraient de sa « maladie ». Ce fut un cauchemar, elle devint presque folle. L'idée de ce mariage lui était insupportable, mais elle n'osait rien dire à son fiancé ou à ses amis. Elle n'avait jamais rencontré personne, me dit-elle, qui soit affligé de ces problèmes. Elle n'avait jamais trouvé de livre qui en parle. Jusqu'à ce que ma conférence lui rende l'estime d'elle-même qu'elle avait perdue.

Ce n'était qu'un exemple. De nombreuses femmes venaient me faire partager leurs histoires dramatiques

et je réalisais mieux le danger de l'ostracisme social vis-à-vis des homosexuels. Pour moi, l'anarchisme n'était pas une théorie applicable dans un lointain futur, mais un travail quotidien pour se libérer des inhibitions, les nôtres et celles d'autrui, et abolir les barrières qui séparaient artificiellement les gens.

A Los Angeles, j'étais invitée à faire une conférence au club des femmes. Cinq cents femmes, de toutes les couleurs politiques possibles, étaient venues m'écouter. Mais je fis la critique des revendications démagogiques des suffragettes et je mis en doute les merveilles qu'elles pourraient accomplir si elles parvenaient au pouvoir. Les femmes m'accusèrent alors d'être une ennemie de l'émancipation des femmes et les membres du club se levèrent pour me dénoncer.

Cela me rappelait une autre occasion où j'avais pris la défense des hommes que l'on tenait responsables de tous les maux. Je soulignais que s'ils correspondaient au noir tableau peint par ces dames, les femmes devaient en partager la responsabilité. La première influence dans la vie d'un homme, c'est sa mère. C'est elle qui cultive son sentiment d'importance.

Plus tard, les sœurs, les femmes et les maîtresses ne font que suivre la voie tracée par la mère. J'ai dans l'idée que les femmes sont perverses : dès la première minute de la naissance d'un enfant mâle, et jusqu'à sa maturité, la mère fait tout pour qu'il lui reste attaché. Pourtant, en même temps, elle ne veut pas qu'il soit faible et l'encourage à être viril. Elle idolâtre chez lui les traits de caractère qui maintiennent les femmes en esclavage : la force, l'égoïsme, la vanité... Devant les contradictions de mon sexe, le pauvre mâle oscille entre l'ange et la brute, l'enfant désarmé et le conquérant de l'humanité. C'est vraiment la femme qui a fait l'homme tel qu'il est. Le jour où elle saura être aussi égoцентриée que lui, quand elle aura le courage de se jeter dans la vie et de prendre des risques comme il le fait, elle aura réalisé sa libération, et par là même celle de l'homme. C'est toujours à ce moment-là que les femmes qui m'écoutent se lèvent scandalisées et me crient : « Vous n'êtes qu'une femme vendue aux hommes ! »

* En Français, Emma Goldman, épopée d'une anarchiste, en vente à Publico : 79 F.

(1) Pionnière du contrôle des naissances aux Etats-Unis. Elle s'appuyait sur les femmes de la bourgeoisie pour obtenir des réformes légales.

(2) David Caplan et Matthew Schmidt : ces syndicalistes avaient été inculpés avec les frères McNamara pour avoir placé une bombe dans les locaux du Los Angeles Times en 1910.

150 000 F POUR RADIO-LIBERTAIRE

RADIO-LIBERTAIRE — animateurs et auditeurs — continue sa lutte pour la liberté d'expression, liberté qui passe par l'obtention d'une dérogation au monopole de la Radiodiffusion.

Votre soutien est indispensable. N'hésitez pas à écrire votre indignation aux différents ministères concernés et à la Haute Autorité de l'Audio-visuel, et puis — et surtout — n'hésitez pas à souscrire.

Radio-Libertaire, totalement autofinancée par ses auditeurs, a besoin de votre aide financière.

Souscription + bons de soutien.

Drapeau 10 h pour R.-L.	24 924 F
Cartes d'auditeur	7 515 F
Autocollants	3 348 F
Affiches	1 905 F
T-shirts + transferts	1 844 F
Badges	1 299 F
Total	40 835 F
Total précédent	70 516 F
Total général	111 351 F

40 000 F AVANT LE 31 DÉCEMBRE

Pour cela, Radio-Libertaire met à votre disposition plusieurs formes de soutien :

- la carte d'auditeur-souscripteur à 95 F, valable douze mois, qui vous donne droit à des réductions sur de nombreux spectacles à Paris et en banlieue ;
- les bons de soutien à 100 F, à 500 F, à 1 000 F ;
- les T-shirts à 38 F ;
- les transferts à 10 F, à 15 F, à 20 F ; les trois formats : 35 F ;
- les badges à 6 F ;
- les affiches *Libérons les ondes* à 0,95 F l'unité à partir de 10 exemplaires ; 5 F au-dessous de 10 exemplaires.

La librairie du *Monde libertaire* consent aux porteurs de la carte d'auditeur-souscripteur 10% de réduction sur l'achat des disques. Profitez-en ! Les fêtes de fin d'année approchent !

Le 145, rue Amélot, dans le 11^e arrondissement de Paris, est ouvert du mardi au samedi, de 10 h 30 à 19 h.

Ensemble, nous construirons une autre information, un point de vue nouveau sur la vie de tous les jours et cela passe par la défense de nos moyens d'expression : notre radio, notre journal.

Amitiés libertaires
Nelly

Tombola de Radio-Libertaire
(tirage du 3^e octobre 1982)

Lots du tirage du 3 octobre, à retirer avant le 15 novembre 1982.

Lot 8 : linogravure de J.-F. Dray, billet n° 1 589.

Lot 10 : abonnement de trois mois au *Monde libertaire*, billet n° 770.

Lot 12 : abonnement à une revue, billet n° 1 240.

Lot 13 : une carte d'auditeur, billet n° 1 578.

SPECTACLES

Elle lui dirait dans l'île, de Françoise Xénakis, à la Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, Paris-9^e. La tragédie d'un couple sur fond de Grèce des colonels. Tous les jours, sauf dimanche, à 20 h 30, jusqu'au 16 novembre.

Jeanne et la voie lactée, de Jean-Louis Bauer, à la Comédie de Paris (voir adresse ci-dessus). Spectacle pour enfants de six à douze ans, les mercredis, samedis et vacances scolaires, à 14 h 30.

L'Enéide, d'après Virgile, au théâtre Paul-Eluard de Choisy-le-Roi (4, av. de Villeneuve-Saint-Georges). Épopée musicale, œuvre de la compagnie de l'attrouppement, du 26 au 14 novembre, à 20 h 30.

Vive les femmes, de Reiser, au théâtre de la Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté, Paris-14^e. Pour rire un bon coup grâce à la pensée de Reiser le décapant. Tous les soirs, sauf lundis, à 20 h 15.

• Seuls en scène

Rouleur, de et avec Michel Laguerrie, au théâtre de la Gaîté-Montparnasse (voir adresse ci-dessus). Un spectacle qui a bénéficié d'une excellente critique dans *La Gazette de Lausanne*, c'est tout dire ! Tous les soirs, sauf dimanche et lundi, à 22 h.

Henri Tachan, à partir du 16 octobre 1982 à Bobino.

CINÉMA

Blade runner

RIDLEY Scott, réalisateur d'*Alien*, nous entraîne au début du XXI^e siècle, époque où la génétique a fait de singuliers progrès. En la mêlant à l'informatique, un savant devenu milliardaire crée en laboratoire des hommes et des femmes artificiels appelés « répliquants ». Un soir de l'année 2019, les androïdes décident de se venger ; ils s'emparent d'une navette spatiale, éliminent l'équipage et arrivent à Los Angeles, cité baroque où la surpopulation donne une atmosphère extraordinaire à ce long métrage. Mais un « blade runner » — le flic de demain — ne l'entend pas de cette oreille et va les pourchasser dans ces rues blafardes où la pluie rompt la solitude. Avec perspicacité, il va les éliminer, et les quelques séquences brutales habituelles à ce genre de films peuvent paraître puériles.

En fait, Harrison Ford (héros de *La Guerre des étoiles* et des *Aventuriers de l'arche perdue*) ne réussit pas à nous embarquer dans sa poursuite. Malgré de bons effets spéciaux qui n'usent pas de « lasers-supermarché » ou de « fusée-papier mâché », ce long film nous fait trop souvent souffler. Les causes de cet ennui ? Elles viennent bien évidemment d'un scénario bâclé où les dialogues sont ignorés, où les grosses ficelles du mélo sont présentes, car le héros va tomber amoureux d'une « répliquante ».

Enfin, si vous voulez savoir de quoi il retournera demain, c'est-à-dire sur une planète allourdie et baroque, vous pouvez toujours jeter vos dernières pièces et vous précipiter devant l'écran.

Roger



SÉLECTION RADIO/T.V.

QUEI emmerdeur c'était, ce « Grand Jacques » ! Son face-à-face avec Lino Ventura, un morceau de choix du cinéma. Depuis quand nous a-t-il quittés, ne nous laissant que des regrets ?

Lui, Brassens et les autres... nous ont abandonnés trop tôt, ces salauds (en copiant au-dessus de l'épaule de Font et Val). Les charognards de tout poil les récupèrent, d'Ostende à Brive-la-Gaillarde. Ces comportements nécrophages ne méritent même pas un haussement d'épaules de la part des anarchistes. Pour eux, l'éternité a commencé, mais par le miracle du disque et du film, les pendules du temps se sont arrêtées pour leur souvenir et notre plaisir sur le mot : aujourd'hui.

Pendant quinze jours, Kriss s'occupa des « matins clandestins », de 8 h 30 à 9 h, sur cette bonne vieille antenne de France-Inter. Cette « réincarnation féminine de Rimbaud » (c'est elle qui le dit !) chatouillait agréablement nos oreilles dans une tranche horaire habituellement réservée à la revue de presse ou aux humeurs incertaines des chroniqueurs. En effet, cette dame qui débuta, il y a douze ans, dans « L'Oreille en coin » et qui anima en solitaire une bonne émission intitulée « A cœur et à Kriss », se permettait chaque matin quelques voltiges avec la personnalité interviewée durant trente minutes.

Malheureusement, ce petit lutin avec des clochettes est partie comme elle était arrivée, sans prévenir ! Que la direction de France-Inter la trouve trop pétillante ne nous gêne guère, car cette compitine pourrait nous réveiller un matin prochain sur Radio-Libertaire (on peut rêver !...).



RADIO

— *France-Culture* : le 21 oct. à 20 h : *Qui a tué le général ?* Une fantaisie brillante de Victor Haïm, le jeu de la mort et des hasards où chacun triche.

Le 22 oct. à 20 h : relecture de Pierre Choderlos de Laclos, l'auteur, il y a deux siècles, des *Liaisons dangereuses*.

Les 23 et 25 oct. à 20 h : *La Double Mort de Frédéric Berlot*. Un hommage à Claude Aveline.

Le 25 oct. à 8 h : début d'une série : *Le Jeu des portraits*. Du bertillonage au portrait cannibale.



TÉLÉVISION

— *TF1* : le 22 oct. à 19 h : à la une dimanche : Mozart, Marcel Bluwal prend le contrepied des historiographes de Wolfgang Amadeus (début d'une série de six émissions).

Le 22 oct. à 20 h 35 : les cinéglés du music-hall. Une nouvelle émission de Jean-Christophe Averty. Aujourd'hui : 1951-1885.

Le 27 oct. à 22 h 30 : *Le Monde tribal*, de David Collinson. Que se cache-t-il derrière le masque africain des Dogons ?

— *A2* : le 21 oct. à 20 h 35 :

Le Mur, d'Alain Decaux. L'histoire du mur de la honte de Berlin-Est.

Le 22 oct. à 23 h : ciné-club, cycle Billy Wilder : *Avanti*. Ce film fut un insuccès commercial. La télévision lui donne ce soir une deuxième chance.

Le 25 oct. à 20 h 35 : *Apprends-moi, Céline*. Une pièce de Maria Pacôme.

— *FR3* : le 21 oct. à 20 h 30 : *La guerre d'Algérie* (1972), d'Yves Courrière. A regarder et à écouter avec des pincettes. Le film sur la sale guerre d'Algérie est encore à Paris.

Le 24 oct. à 22 h 30 : *Liliom* (1934) de Fritz Lang. Vingt ans avant Orphée de Cocteau, une méditation de Fritz Lang sur la vie et la mort.

Le 25 oct. à 20 h 30 : *Les Vieux de la vieille*, de Gilles Grangier. Quand les pépés (Jean Gabin, Noël-Noël et Pierre Fresnay) faisaient la loi dans le cinéma français.

Prochains invités de Radio-Libertaire

• Jeudi 21 octobre : « Invité quotidien » (20-22 h) : A propos de l'IVG, avec le planning familial (sous réserve).

• Vendredi 22 octobre : « Le magazine pour rire » : Alain Scoff, comédien, écrivain ;

« L'invité quotidien » : Max Roy Carrouges, chanteur espérantiste.

• Dimanche 26 octobre : « Jazz en liberté » (18-20 h) : un membre de JAPIF, pour une nouvelle politique du jazz.

Mardi 26 octobre : « L'invité quotidien » : Daniel parlera de l'insertion professionnelle des handicapés.

le 11 Novembre à 20 h 30 à la Mutualité
(24 rue St-Victor, 75005 Paris)

GALA DE SOUTIEN
à RADIO LIBERTAIRE (89.5 MHz)
et au MONDE LIBERTAIRE HEBDO

avec JEAN SOMMER et FONT ET VAL
(prochain disque fin novembre chez Jam)

Billets :
- 50 F : à la Fédération anarchiste, Nuggets, Clémentine et librairies parallèles.
- 35 F (pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire) à la Fédération anarchiste

145, RUE AMÉLOT 75011 PARIS TEL : 805-34-08

libertaire

Les différentes méthodes de contraception

Choisir un moyen de contraception

Lorsqu'un jour, on en a assez des angoisses de fin de mois, des calculs et recalculs, des nuits d'insomnie où l'on tourne le problème dans tous les sens : enceinte ou pas enceinte ? Alors on se décide à prendre un contraceptif. On prend le chemin du cabinet médical. Le problème paraît simple et le choix facile. Malheureusement, la contraception idéale (et surtout sans problème) n'existe pas encore. Chaque méthode a ses inconvénients ainsi que ses avantages.

En fait, n'importe quel choix est un compromis. La question que nous nous posons est de savoir quel type de compromis nous sommes prêtes à accepter ? Qu'est-ce qui compte le plus pour nous : l'efficacité, la sécurité, la « commodité » ?, et surtout avec quelle méthode serons-nous d'accord ? Aucune méthode n'est efficace si elle n'est pas correctement utilisée. De toute façon, nous choisirons différemment aux différents moments de notre vie fertile. Nous avons malgré tout un choix, et ce choix doit se faire à partir d'une information réelle et non pas à partir d'un ultimatum du type : « prenez ceci, sinon vous allez vous retrouver enceinte ».

Les éléments qui peuvent nous permettre de trouver une contraception qui nous convienne sont :

- l'efficacité réelle d'un produit : les chiffres que l'on nous donne sont souvent sur leur efficacité théorique, alors que les oublis de pilule et le diaphragme laissé dans un tiroir font partie de notre vie ;
- le prix ;
- notre rapport avec notre corps ;
- notre malaise vis-à-vis des préparations qui coulent de notre vagin ;
- notre inquiétude vis-à-vis des produits chimiques à absorber ;
- un partage éventuel avec nos partenaires ;
- la fréquence de nos rapports sexuels ;
- notre acceptation d'avoir toujours sur nous notre petit matériel.

Mesdames et messieurs, faites vos choix.

LES CONTRACTIONS DOUCES

Bien se connaître : la démarche d'aller vers un cabinet médical lorsque nous décidons de prendre un moyen de contraception s'est faite avec l'apparition de la pilule. La plupart des femmes ont remis leurs problèmes de contraception entre les mains des spécialistes. Pourtant, pour bien vivre sa sexualité, ne faut-il pas bien vivre ses problèmes de contraception et s'accepter comme l'on est ? Connaître son corps, savoir comment nous fonctionnons, c'est aussi prendre en charge sa propre contraception.

Une des premières méthodes est celle des méthodes du calendrier ou méthode Ogino-Knaus : l'ovulation a lieu au milieu du cycle (intervalle entre le début des règles et le commencement des suivantes). L'ovulation se passe en général quatorze ou quinze jours avant les règles, la période dangereuse est de quatre jours avant cette date et quatre après. Mais toutes les femmes n'ont pas un cycle aussi régulier, seulement 5 à 15% des femmes ont un cycle parfaitement régulier.

La méthode des températures part de l'observation suivante : une augmentation de température se produit au milieu du cycle. Ce changement (environ 5 dixièmes de degré) se produit juste avant ou pendant l'ovulation. La période non féconde commence trois jours après l'élévation. Il est important de prendre sa température quand on est encore au lit, avant de manger, boire ou fumer. Il faut savoir aussi que la fatigue, l'infection, l'émotion et certains médicaments peuvent influencer cette courbe.

Une méthode plus récente consiste à observer le mucus cervical. Il faut vérifier, en mettant son doigt dans le vagin, la qualité du mucus.

- Première phase : après les règles, pendant quelques jours, il y a peu de sécrétion.

- Deuxième phase : le mucus augmente en quantité et devient clair. Il a la consistance du blanc d'œuf et s'étend facilement entre le pouce et l'index. Cette phase dure de un à trois jours.

- Troisième phase : le mucus redevient collant et plus foncé. La femme peut être fertile pendant la phase 2 et l'est à coup sûr pendant la phase 3. Chez 30% des femmes, le mucus ne se plie pas à ce schéma, cette méthode ne peut pas leur apporter grand-chose. Pour les autres 70%, cette méthode a l'avantage de ne nécessiter aucun instrument, mais l'inconvénient de ne pas permettre les rapports sexuels pendant environ neuf jours par cycle.

On peut facilement combiner méthode des températures et examen du mucus et les compléter par un examen du col de l'utérus : il suffit d'avoir un spéculum et un miroir. Le col de l'utérus va du rose foncé près des règles au rose clair au moment de l'ovulation.

La quatrième méthode est celle de la régulation du cycle par la lumière ou la lunaison (1). Louis Lacey a expérimenté sur elle pendant plusieurs mois l'influence de la lumière sur l'ovulation et est arrivée à parfaitement lire son cycle.

l'action des premiers et luttent contre les infections et certains acides. Ces produits ne sont pas toxiques. Les seuls problèmes sont de rares allergies disparaissant avec l'abandon du produit.

Ils se présentent sous forme de gelée, crème, ovules, films solubles et mousse. D'après différentes études, la mousse est la plus efficace : son taux d'efficacité, si elle est bien utilisée, est de 97%. Prix : entre 15 et 25 F le tube.

L'éponge : elle est faite en mousse plastique (polyvinyle). Cette mousse retient un spermicide ; elle est facile à employer : il n'y a pas de position spéciale pour l'insérer dans le vagin ; pas d'attente nécessaire ; il ne coule pas ; il reste efficace pendant 24 h. Son efficacité : sur 492 femmes, il y a eu deux grossesses. Dans ces deux cas, la femme avait pratiqué des douches vaginales avec un produit comme le lactacid avant de mettre l'éponge. Ces produits annulent l'action du spermicide. L'inconvénient est qu'il faut retirer le

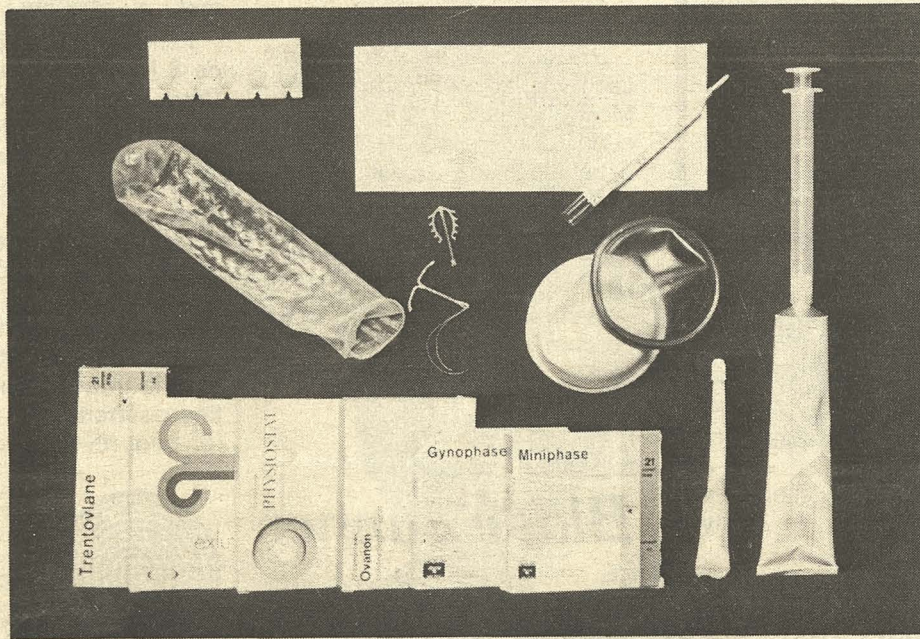


Photo Mochet Marcel

Objets diaboliques, sujets à cauchemars pour Michel Debré.

Le diaphragme : il est fait d'un caoutchouc souple entouré d'un anneau flexible et plat, le tout ressemblant à une petite coupelle creuse. Le diaphragme est introduit dans le vagin avant les rapports, il se niche confortablement au fond du vagin. Le col de l'utérus est couvert par le dôme du diaphragme et la crème ou gelée spermicide qui avait été mise avant à l'intérieur du dôme est tenue contre l'ouverture même du col de l'utérus. Le diaphragme en lui-même est une barrière, mais de nombreuses études montrent qu'il a le maximum d'efficacité lorsqu'il est utilisé avec de la crème ou une gelée spermicide. Nous pourrions nous poser la question : pourquoi ne pas utiliser la crème seule ? Parce que le diaphragme tient la crème là où elle doit être, à savoir le col lui-même.

Beaucoup de femmes hésitent à le prendre, parce qu'elles le pensent peu efficace, alors que mis correctement et chaque fois, le diaphragme a une sécurité d'au moins 99%. Prix : environ 40 F.

La cape cervicale : elle est en latex, en caoutchouc ou en matière plastique. Ressemblant à un petit chapeau, elle couvre le col de l'utérus auquel elle adhère comme une ventouse. Quatre tailles sont disponibles. Comme pour le diaphragme, la cape cervicale est pincée entre deux doigts pour être introduite dans le vagin. Mais alors qu'elle est posée sur le col de l'utérus et ne recouvre que lui, le diaphragme, au contraire, recouvre l'espace vaginal de l'os pubien à l'arrière-col de l'utérus. Malheureusement, il n'existe qu'un seul laboratoire où on peut se les procurer, et cela nécessite de se rendre en Angleterre (2). Prix : environ 40 F.

Les spermicides (crèmes, gelées et ovules) : plusieurs substances entrent dans leur composition : des agents de surface qui font éclater la tête des spermatozoïdes, des bactéricides qui renforcent

tampon une heure après le dernier rapport. Elle n'est pas très cher : 36 F les vingt, mais comme tous les produits de contraception locale, elle n'est pas remboursée.

Les fabricants ne sont pas très excités par ces articles car pour le diaphragme et la cape cervicale ils peuvent être conservés plusieurs années et ils sortent les femmes des « pattes » des médecins.

LES CONTRACTIONS DURES

La Pilule : et bien sûr, celle que vous connaissez tous : la pilule. On a beaucoup parlé de ses effets secondaires. Ils sont certains : formation de caillots dans les veines pouvant entraîner une embolie pulmonaire mortelle ; hypertension ; tumeurs du foie bénigne et maligne ; elle peut entraîner le développement de polypes ainsi que des changements dans les cellules du col de l'utérus et une augmentation du nombre des cellules ovariennes et du tissu mammaire (cancer ?) ; aggravation des tendances diabétiques, etc.

On peut dire que le corps médical a beaucoup joué à l'apprenti sorcier sur le corps des femmes en ce qui concerne la pilule. Les trois femmes portoricaines mortes en essayant la première pilule en sont la preuve. Il y a quelque temps, développer de tels propos était considéré comme anti-féministe, la pilule était devenue un symbole de l'émancipation féminine. Les intérêts financiers et politiques qui sont entrés en jeu avec la pilule ont empêché qu'une réelle information soit diffusée. La pilule représente pourtant pour beaucoup de femmes un moyen de contraception très acceptable parce que les contraintes qui y sont liées sont plus facilement acceptées pour les femmes des pays occidentaux (ces contraintes correspondent davantage aux échelles de valeur des pays occidentaux).

Le stérilet : également très connu : le stérilet. Il est surtout posé sur les femmes ayant déjà eu une première grossesse. Il faut faire très attention au phénomène de rejet. Le stérilet n'est pas très bien accepté par le corps de la femme, aussi deux femmes sur trois ont encore leur stérilet après un an. Sept à 20% sont expulsés spontanément..., selon l'habileté de celui qui le pose. Une femme sur cinq ne sait pas que son stérilet a été expulsé, donc elle n'est pas protégée. Les contre-indications les plus importantes sont les perforations, les infections, les risques de grossesse extra-utérine. Le stérilet n'est pas totalement efficace (99%), et d'autre part ses effets à long terme sont encore méconnus. Il est conseillé d'utiliser un autre moyen contraceptif en parallèle avec le premier mois. Au cas où cela ne se saurait pas, pilule et stérilet sont remboursés par la Sécurité sociale.

LES CONTRACTIONS MASCULINES

Les préservatifs : ils sont peu appréciés dans les pays occidentaux pour les mêmes raisons que celles énoncées ci-dessus. Au Japon, 70% des hommes utilisent des préservatifs et beaucoup d'entre eux estiment que cela augmente le plaisir sexuel. Mais il est vrai que les préservatifs, au Japon, sont à peu près trois fois plus fins qu'ici et tout aussi sûrs.

La pilule pour homme existe depuis peu. Elle a été récemment commercialisée et peut se trouver en pharmacie. Elle comporte les mêmes risques que la pilule pour femmes. Ses caractéristiques sont à peu près identiques à celle de la femme.

La vasectomie : cela consiste à couper les deux canaux déférents qui vont des testicules à la vésicule séminale. Les spermatozoïdes fabriqués ne peuvent être évacués et sont digérés par les globules blancs. Avec le temps, leur production diminue. Il faut noter qu'elle équivaut à une stérilisation, puisque l'opération est pratiquement irréversible. La possibilité d'avoir des enfants n'en est pas pour autant écartée, car une banque du sperme peut conserver pendant dix ans le sperme d'un homme en vue d'une insémination artificielle. Beaucoup diront : « Mais où est donc le romantisme. » En effet, beaucoup d'hommes sont réticents et souvent même tout à fait opposés à se faire vasectomiser, car cela remet en cause toute une image de l'« homme ». Considérée par les uns comme une mutilation, par les autres comme un moyen des plus efficaces permettant d'aller jusqu'au bout de leur désir sans arrière-pensée, elle se heurte autant à des blocages philosophico-religieux qu'à des blocages physiques et psychologiques.

Jusqu'à présent, la contraception a surtout été supportée par les femmes. Elle est aussi l'affaire des hommes. La contraception est directement liée à la sexualité. Prendre en charge sa sexualité, c'est aussi prendre en charge sa contraception. Aussi, il est nécessaire de développer parallèlement contraceptions masculine et féminine. Dans cette optique, il est important de modifier la relation à son corps et de faire évoluer les populations dans leurs relations avec le corps médical. Les méthodes de contraception locale ne sont pas nouvelles. Elles nécessitent une connaissance de soi qu'aujourd'hui nous avons abandonné au médecin. Nous ne laisserons le droit de régir notre sexualité à personne, médecins et juristes compris.

Commission femmes

Cet article a été rédigé avec la collaboration de Martine du journal L'Impatient

(1) L'Unaception, Louise Lacey, éd. Etincelle.

(2) Fabricant de la cape cervicale en Angleterre : Lamberts (Dalston), Limited, 200 et 202, Queensbridge Road, Dalston.

Quelques livres :

De la contraception à la ménopause, de G. et B. Searman, édition de L'Impatient, disponible au 9, rue Saulnier, 75009, à partir du 2 novembre 1982. Prix : 98 F.

Petit Guide de la cape cervicale, par le groupe Self Help Abbess et le groupe Femme-Santé pratique de Lyon, à « La Brouette », 20, rue Caulaincourt, 78018 Paris.